



CGAAER

CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DES ESPACES RURAUX



RAPPORT D'ACTIVITÉ

CGAAER

2013

AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT



Éditorial



“

En 2013 le ministère dont j'ai la charge a poursuivi et intensifié son action pour une politique agricole, alimentaire et forestière plus performante, tant sur le plan économique, environnemental que sanitaire. Il a œuvré dans le contexte d'une crise économique et sociale qui affecte durement notre pays depuis ces dernières années, en veillant à préserver au mieux les intérêts des professionnels, des consommateurs et des citoyens français.

Le CGAAER (Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux) a contribué à éclairer les termes de la négociation sur la PAC 2014-2020. Cette réforme rendra la politique agricole commune plus équitable, notamment au profit de l'élevage, plus verte, mieux régulée et favorable aux jeunes agriculteurs.

Surtout, le Conseil général a été étroitement associé à la préparation puis à l'élaboration du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt qui sera soumis à l'approbation définitive du Parlement en 2014. Cette loi doit permettre

à la France de développer la compétitivité du secteur et de conserver une place de premier plan au niveau international, tout en participant à la nécessaire transition écologique. Elle consacre résolument le projet de l'agroécologie pour accomplir la triple performance économique, environnementale et sociale de l'agriculture. De nouveaux systèmes de production, adaptés à chaque territoire, pourront être mis en œuvre selon une démarche collective d'agriculteurs, grâce aux GIEE (Groupement d'intérêt économique et environnemental) qui bénéficieront d'une majoration des aides agricoles.

Durant cette année, le CGAAER a effectué plus de 500 missions de conseil, d'audit, d'évaluation et d'expertise, en comptant les fonctions de représentation extérieure et les présidences de jurys d'exams et concours de la compétence académique du ministère. Ces missions ont utilement concouru aux politiques publiques que nous menons.

La réflexion engagée au sein du Conseil général pour actualiser les modalités de son action et de son fonctionnement, traduit sa détermination à s'adapter à l'évolution des missions qui lui sont confiées et du cadre dans lequel elles doivent s'inscrire. J'ai approuvé les options retenues de cette réflexion et qui doivent fonder le nouveau projet stratégique 2014-2016 du CGAAER.

Je tiens à remercier les membres du CGAAER ainsi que l'ensemble de son équipe technique et administrative pour leur engagement collectif au service de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt françaises.

”

Stéphane Le Foll

Ministre de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt

SOMMAIRE

- 3 Éditorial du ministre
- 5 Avant-propos du vice-président
- 6 Les faits marquants de l'année 2013
- 11 L'activité des sections
- 37 Les missions et les rapports
- 68 Glossaire des sigles



Avant-propos du vice-président

La préparation de la loi d'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et la forêt, a été le principal ouvrage collectif du CGAAER pendant l'année 2013. Il a notamment contribué à définir les principes et modalités d'application de la mesure la plus emblématique de la loi, à savoir la création des Groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE).

Le Conseil général s'est aussi mobilisé sur le chantier de modernisation de l'action publique en liaison avec les autres inspections et conseils généraux, en matière de sécurité sanitaire des aliments, de gestion de l'eau et d'évaluation des politiques publiques d'une manière générale. Il a également achevé la construction de la mission ministérielle d'audit interne créée en 2011. En particulier, il a conduit une importante mission sur les adaptations à opérer dans le dispositif de développement agricole pour faire prendre à notre agriculture le tournant de l'agroécologie.

L'activité programmée du CGAAER, définie dans son programme de travail prévisionnel 2013, et les missions d'urgence qui lui ont été confiées en cours d'année, ont au bilan débouché sur la production de 239 rapports. Il faut y rajouter l'activité générée par les présidences de jurys pour le compte de l'enseignement technique et supérieur sous tutelle du ministère, ainsi que les fonctions de représentation de l'État aux conseils d'administrations de nombreux établissements publics.

La réflexion interne que le Conseil général avait engagée en 2012 pour actualiser son positionnement au sein du ministère et adapter l'expression de ses compétences aux besoins de ses missions, est parvenue à son terme. Le projet stratégique 2014-2016 du CGAAER en sera la traduction opérationnelle.

La première partie de ce rapport d'activité présente les faits marquants de l'année. La deuxième est consacrée à l'activité des sept sections qui composent le Conseil général. Dans la dernière partie, vous découvrirez le bilan détaillé des missions accomplies et des rapports élaborés.

J'adresse mes sincères remerciements à chacun des membres et personnels administratifs et techniques du CGAAER, pour leur engagement dans le travail accompli et la dynamique consentie dans le nouveau projet stratégique.

Bertrand Hervieu

Vice-président du Conseil général de l'alimentation,
de l'agriculture et des espaces ruraux

Les faits marquants de l'année 2013

En 2013 l'activité du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) a résulté de la mise en œuvre du programme de travail établi pour l'année, ainsi que des événements d'actualité survenus en cours d'exercice comme la crise du marché français de l'œuf et celle de la filière volaille de chair qui ont nécessité l'intervention de missions d'urgence. Il a aussi contribué à l'accord intervenu à Bruxelles sur la PAC 2014-2020 grâce auquel la politique agricole commune doit devenir plus verte, plus équitable dans la répartition des aides, notamment au profit de l'élevage, mieux régulée et favorable aux jeunes agriculteurs.

Le CGAAER a produit 239 rapports d'audit, d'évaluation, d'inspection, de conseil et d'expertise.

Ses membres ont effectué un total de 501 missions, individuelles ou collectives, dont 144 présidences de jurys d'examens et concours de l'enseignement agricole. Ils ont également participé à des concours internes au ministère dans le cadre de la déprécarisation de la fonction publique et ont assuré des fonctions de représentation de l'État dans les conseils d'administration de certains établissements publics sous tutelle du ministère et au sein de diverses structures professionnelles ou interprofessionnelles.

La mission d'inspection générale et d'audit (MIGA) a poursuivi la construction de la **mission ministérielle d'audit interne** qui lui a été confiée en 2011 et à la faveur de quoi le CGAAER a consenti un important effort de formation et de qualification de ses membres à la fonction d'audit.

Principal chantier : la préparation du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Toutes les sections du CGAAER ont été mobilisées par l'élaboration du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, qui sera soumis à l'approbation du Parlement en 2014. Un travail préalable avait été confié au Conseil général pour faire l'analyse des quelque 70 lois agricoles adoptées depuis le début de la V^{ème} République. Cette loi d'avenir doit permettre à la France de développer la compétitivité du secteur et de conserver une place de premier plan au niveau international, tout en participant à la nécessaire transition écologique. Elle consacre résolument le projet de l'agroécologie pour accomplir la double performance économique et environnementale de l'agriculture et de la forêt. De nouveaux systèmes de production, adaptés à chaque territoire, pourront être mis en œuvre selon une démarche collective d'agriculteurs, grâce aux GIEE (Groupement d'intérêt économique et environnemental).

Ces groupements pourront bénéficier d'une majoration des aides agricoles. Selon leur domaine de compétence, les sections du CGAAER sont intervenues dans l'élaboration des quatre différents titres constitutifs du projet de loi, en participant à des groupes de travail ou sous forme de conseils et d'expertises :

- qu'il s'agisse de la définition des principes et des modalités d'application des GIEE ;
- des dispositions relatives à l'amélioration des relations commerciales dans les filières de production pour préserver la compétitivité du secteur ;





- des mesures visant à renforcer la sécurité des consommateurs et la performance sanitaire de notre modèle alimentaire ;
- de la relance de la promotion sociale entre l'enseignement technique et l'enseignement supérieur agricole, vétérinaire et paysager ;
- de l'intégration de l'agroécologie dans les programmes de recherche scientifique et technique grâce à la création de l'Institut agronomique et vétérinaire de France ;
- d'une gestion plus durable de la forêt et d'une meilleure valorisation de la ressource en bois ;
- de la préservation du foncier agricole face à l'artificialisation des sols ;
- du contrôle des structures et de la transmission des exploitations agricoles ;
- du renforcement de la compétitivité des filières de production agricole et agroalimentaire ; et du développement de l'agriculture ultramarine.

Le Conseil général a également contribué à l'appel à projets lancé à tous les agriculteurs français pour distinguer les 100 premiers collectifs d'agriculteurs engagés dans une démarche territoriale d'agroécologie, en préfiguration des futurs GIEE. L'opération a concerné au total près de 15 000 exploitations agricoles.



Les missions d'évaluation des politiques publiques

Dans le cadre de la Modernisation de l'action publique (MAP), le CGAAER a réalisé plusieurs missions d'évaluation des politiques publiques. Une première mission apportée sur la politique de développement agricole (Cf. p 33) ; les autres, menées en collaboration avec d'autres inspections et conseils généraux, ont concerné la politique de l'eau, la vie étudiante, les polices de l'environnement et la **sécurité** sanitaire des aliments. Par ailleurs, le comité de programmation des études et évaluations du ministère a confié au CGAAER une mission d'évaluation des mesures de la loi d'orientation agricole de 2006 sur la transmission des exploitations agricoles. Ses conclusions ont servi à la préparation de la loi d'avenir. Enfin, à la demande du ministre, le Conseil général a réalisé une évaluation du plan de mobilisation des bois chablis consécutif à la tempête Klaus de 2009, en Aquitaine.



**AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT**



Un programme de formation interne encore amplifié

La formation des membres du CGAAER doit permettre l'acquisition de méthodologies et d'outils nécessaires à l'exercice de nouveaux métiers tels que ceux de l'audit, de l'évaluation des politiques publiques ou du conseil. Cette professionnalisation est garante de la qualité des travaux conduits par le CGAAER. Elle facilite également l'intégration des nouveaux membres dans la communauté de travail.

Au total, 11 journées de formation ont été proposées aux nouveaux arrivés en 2013, réparties dans l'année qui a suivi leur prise de fonctions. En outre, des perfectionnements ont été programmés, notamment pour mieux maîtriser les techniques de l'audit interne ou de l'évaluation, et répondre de façon satisfaisante aux demandes d'évaluation des politiques publiques formulées par le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP).



Une nouvelle organisation de la fonction communication

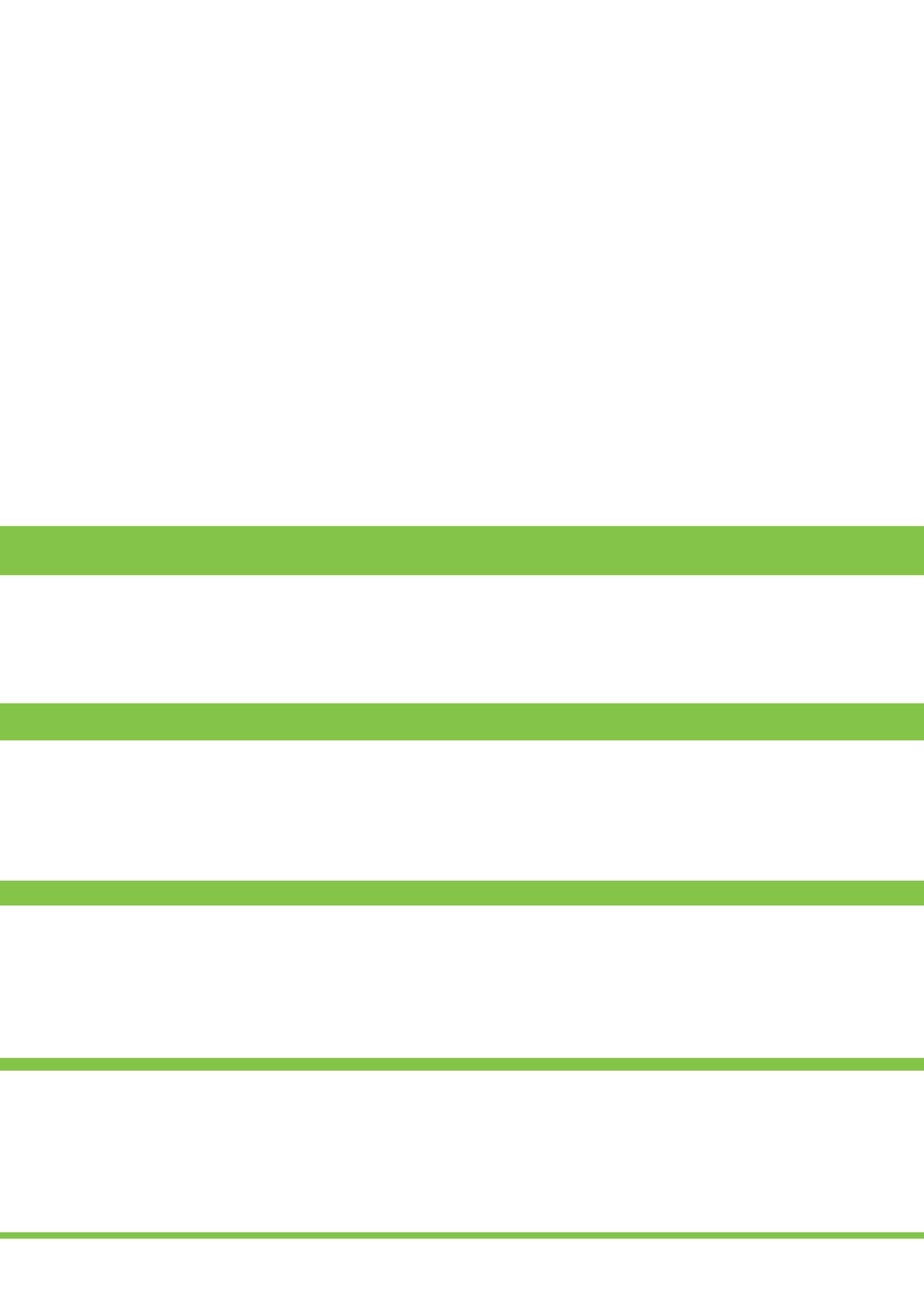
En cours d'année, le CGAAER a adopté une nouvelle organisation de sa communication. Des délégués à la communication ont été nommés dans chaque section. Ils participent à un groupe de travail permanent chargé de la communication et animé par un président. Ils collaborent à la production de la lettre d'information mensuelle du CGAAER qui est diffusée à 10 000 abonnés de l'environnement professionnel et institutionnel et dont la formule a changé. Son parti pris éditorial est centré sur une valorisation plus systématique des productions du CGAAER et son format est devenu électronique.



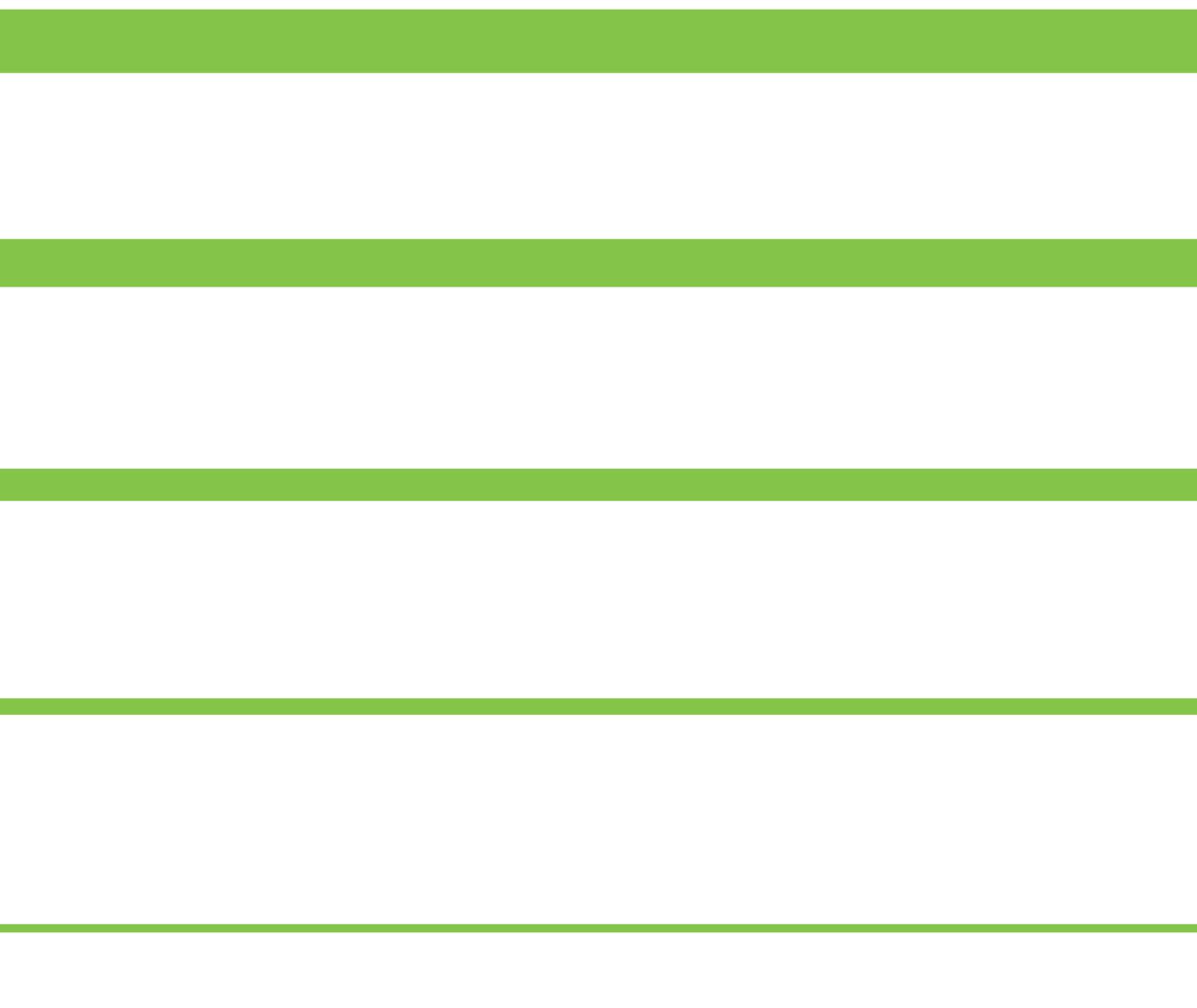
Le nouveau projet stratégique 2004-2010 du CGAAER

Créé en 2006 à l'occasion de la fusion des trois structures d'inspection et de contrôle généraux d'origine (Conseil général du GREF, Conseil général vétérinaire, Inspection générale de l'agriculture), le CGAAER a élaboré en 2008 une ébauche de projet stratégique qu'il était devenu nécessaire de réviser.

Une réflexion interne, engagée à cet effet en 2012 et poursuivie en 2013, a débouché sur un nouveau projet stratégique 2014-2016 dont le ministre a approuvé les principales options. Deux groupes de travail d'une quinzaine de membres chacun et pilotés par le vice-président du Conseil général, avaient été constitués. L'objectif du projet est d'actualiser les statuts, le positionnement et le fonctionnement du CGAAER pour ajuster l'efficacité de son action et développer sa notoriété ; les évolutions rapides qui affectent la fonction publique dans le cadre de la modernisation de l'action publique, nécessitant un effort important d'adaptation et de professionnalisation. La loi d'avenir devra servir de support législatif pour doter le CGAAER de statuts équivalents à ses homologues des autres ministères, concernant le périmètre et les modalités de ses interventions. Le projet annonce un processus de qualification des missions et de valorisation plus systématique du travail fourni par le Conseil général. Il reste à en établir le contenu précis et le mode d'appropriation.



L'activité des sections

The page features four thick, solid green horizontal stripes that span the width of the page. They are positioned below the title, with one stripe near the top, one in the middle, one near the bottom, and one at the very bottom edge.

Mission d'inspection générale et d'audit

La première section « Mission d'inspection générale et d'audit » pilote l'ensemble des missions d'audit, d'inspection et de contrôle.

La MIGA en tant que MMIA

La Mission d'inspection générale et d'audit (MIGA) a la charge, au sein du CGAAER, des audits internes du ministère. Ils sont effectués dans le cadre interministériel prévu par le décret 2011-775 du 28 juin 2011. Ce décret établit les bases d'une organisation harmonisée des travaux d'audit interne dans chaque ministère, et prévoit en particulier l'instauration d'une Mission ministérielle d'audit interne (MMAI) dans chaque ministère. Pour le MAAF, la MIGA a été désignée pour assurer cette fonction de MMAI.

Le décret précise aussi que chaque ministère établit un Comité ministériel d'audit interne (CMAI) dont l'une des fonctions est d'adopter le programme d'audits internes proposé par la MMAI. Il ajoute qu'un Comité interministériel d'harmonisation de l'audit interne (CHAI) est, entre autres fonctions, en charge de l'établissement d'un Cadre de référence de l'audit interne de l'État (CRAIE) et que les travaux d'audit interne des MMAI doivent respecter ce cadre de référence, inspiré des normes internationales d'audit interne en vigueur. Le CMAI et la MMAI du MAAF ont été institués par l'arrêté du 8 novembre 2011. Les audits réalisés en 2013 et qui font l'objet du présent rapport, ont été programmés pour la plupart lors des CMAI du 31 janvier et du 4 juillet 2013.

Pour 2014, le programme d'audits internes du MAAF a été adopté par le CMAI lors de sa réunion du 10 décembre 2013. Ce programme de travail est un programme pluriannuel glissant, recouvrant les années 2014-2015 et 2016. Il a été établi sur la base d'une approche par les risques au regard des objectifs du ministère. Les services du ministère ont établi cette première cartographie des risques pour 2013, sur laquelle la MIGA assistée par les autres sections du CGAAER, s'est fondée pour élaborer la proposition de programme d'audits 2014.

Binage de la terre au pied d'arbres fruitiers à l'aide d'une machine agrofer



Audits budgétaires et comptables

MISSION D'AUDIT PARTENARIAL PORTANT SUR LES BOURSES DU MAAF GÉRÉES SOUS L'APPLICATION LUCIOLE

L'efficacité du dispositif de gestion des bourses dans l'enseignement agricole, qui constitue une aide sociale destinée à favoriser la scolarité des élèves, suppose un strict respect des délais de paiement. Le rapport met en lumière trois principaux constats qui découlent de la segmentation de la chaîne de paiement : la coordination entre les différents acteurs du processus « Bourses » est insuffisante, le dispositif de contrôle interne mis en place à chaque étape du processus ne permet pas de maîtriser raisonnablement les différents risques, les circuits de gestion doivent être homogénéisés et optimisés afin de fluidifier et sécuriser le déroulement du processus. En conclusion, les constats ne permettent pas d'envisager, dans l'immédiat, l'établissement par la DGFiP⁽¹⁾ d'une convention de contrôle allégé en partenariat (CAP) pour le processus audité.

MISSION D'AUDIT DE L'ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT – ENVA

L'ancienneté et la continuité des déficits annuels et leur importance cumulée ont entraîné une sérieuse dégradation de la situation financière. La mission s'est attachée à analyser, dans leur diversité, les conditions d'organisation et de fonctionnement de l'école pour cerner les causes d'un déficit devenu structurel. Elle recommande que le choix définitif du maintien de l'école à Alfort soit confirmé et que le campus de l'école fasse l'objet d'un projet de rénovation pour lever l'hypothèque immobilière bloquant actuellement toute stratégie d'avenir. Le devenir du centre de Champignelles est largement lié à un renforcement de l'engagement des collectivités territoriales à l'égard de cet établissement. Réduction et maîtrise des dépenses, recherche de nouvelles ressources, mutualisations sont nécessaires mais toutefois non suffisantes au redressement des comptes de l'ENVA. Le développement de l'activité du CHUVA⁽²⁾, selon des modalités à définir et à des conditions précises, est un enjeu majeur pour apporter à l'école les recettes qui lui sont indispensables. Le nouveau projet d'établissement, résultat d'une analyse partagée en interne de la situation, doit permettre à l'activité de chaque entité de contribuer à l'intérêt commun en dépassant les tendances au particularisme. Enfin, l'ENVA doit se doter d'une gestion administrative et comptable robuste, ouverte et qui parvienne à cerner ses activités de façon homogène.

AGRÈMENT DES ORGANISMES PAYEURS

Le ministre a demandé au CGAAER de vérifier la réunion par l'ODARC⁽³⁾ de l'ensemble des critères requis pour le paiement des aides FEADER. Les travaux ont porté sur les moyens mis en œuvre par l'office pour remédier aux déficiences relevées par les corps de contrôle. La mission a constaté que la restauration de la piste d'audit - enjeu majeur pour l'organisme payeur au regard de la réglementation européenne - avait bien été engagée par l'avancée du plan de reprise des données dans l'outil OSIRIS, la fiabilisation des délégations et le développement du contrôle interne, mais elle a attiré l'attention sur le fait que ces travaux ne pourraient être complètement achevés au terme de la période de test.

CERTIFICATION ANNUELLE DES COMPTES DES ORGANISMES PAYEURS

La Commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles (CCCOP) est chargée d'établir, pour chaque organisme payeur agréé, le certificat des comptes accompagné d'un rapport circonstancié, ainsi qu'un avis sur la déclaration d'assurance du directeur de l'organisme payeur audité. Avant l'établissement du certificat et dans le respect du principe du contradictoire, la CCCOP procède sur la base d'un rapport provisoire à l'audition des responsables de l'organisme payeur préalablement audité. Les certificats et les rapports sont transmis à la Commission européenne.

AUTRES MISSIONS D'AUDITS COMPTABLES ET FINANCIERS (ACF)

Trois missions d'audits ACF, concernant respectivement l'opérateur FranceAgriMer, l'établissement d'enseignement supérieur Montpellier SupAgro et le contrôle interne comptable du processus de paiement des subventions pour charge de service public aux opérateurs de la mission AAFAR⁽⁴⁾ ont également été engagées en 2013.

1. Direction générale des finances publiques

2. Centre hospitalier universitaire vétérinaire d'Alfort

3. Office de développement agricole et rural de la Corse

4. Agriculture, alimentation, forêts, affaires rurales



Audits en matière sanitaire

AUDIT DES CONTRÔLES OFFICIELS MENÉS PAR LES AGENTS DES DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS (DDCSPP) SUR LES PROCESSUS MIS EN PLACE PAR LES EXPLOITANTS D'ABATTOIRS DE BOVINS POUR PRÉVENIR LE RISQUE E. COLI

Le périmètre de l'audit a englobé les bureaux et personnes concernés par ce thème en administration centrale ainsi que huit DDCSPP et onze abattoirs.

Les points faibles les plus importants relevés dans les audits sur sites sont :

- une connaissance perfectible du Plan de maîtrise sanitaire (PMS) de l'exploitant, sa pertinence insuffisamment expertisée, sa mise à jour insuffisamment suivie et connue avec pour conséquence une inspection qui ne vise pas à faire respecter les procédures du PMS et une consultation lacunaire de l'ensemble des auto-contrôles de l'exploitant ;
- un suivi de la réactivité de l'exploitant (cahier de liaison, fiche de NC...) à améliorer ;
- des procédures de sanctions administratives à mettre en œuvre.

Les auditeurs ont considéré que l'importance et le statut du cahier de liaison doivent être rappelés, et que des instructions précises et fermes doivent être données en ce qui concerne les suites de l'inspection.

AUDIT DU « PAQUET HYGIÈNE EN PRODUCTION VÉGÉTALE » (PHPV)

Les inspections PHPV ont été mises en œuvre progressivement à partir de l'année 2009. L'objectif est d'analyser la fiabilité et la robustesse du dispositif, en particulier, la prise en compte des exigences du « paquet hygiène » par les inspecteurs et l'effectivité de la détection de possibles non-conformités dans les établissements contrôlés. Le périmètre de l'audit a englobé les bureaux et personnes concernés par ce thème en administration centrale ainsi que dans quatre DRAAF/SRAL.

Les principaux points forts observés concernent le pilotage de l'activité d'inspection PHPV, la gestion des ordres de service, la programmation et la gestion des compétences. Les points faibles se rapportent aux inspections avec des conclusions insuffisamment fondées sur des constats, à une maîtrise perfectible des suites données aux non-conformités majeures et à un manque d'information et de communication sur le thème étudié.

AUDIT DE L'INSPECTION DU PLAN DE MAÎTRISE SANITAIRE (PMS) DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE TRANSFORMATION DES VIANDES

L'audit a porté sur un échantillon de huit DDCSPP et le bureau concerné par ce thème à la DGAL. La situation est très diverse selon les départements, due en partie aux organisations locales mais aussi au contexte de ce type d'établissements. Les productions sont très diversifiées et nécessitent de la part des inspecteurs des connaissances technologiques multiples. Il a été constaté que la grande majorité des entreprises maîtrise insuffisamment leur PMS qui est améliorable. Les guides de bonnes pratiques d'hygiène devraient être utilisés plus fréquemment tant par les professionnels que par les inspecteurs.

AUDITS CONDUITS PAR L'UNITÉ D'AUDIT SANITAIRE (UAS)

Des enquêtes de perception réalisées auprès des services audités l'année précédente permettent de connaître l'appréciation des audités sur les audits menés par l'UAS. Deux enquêtes de satisfaction ont été lancées : l'une concernant les « suites données aux inspections » et une autre relative à « la certification à l'export pays tiers CEPT ». Les résultats sont globalement bons pour ces deux thèmes concernant le déroulement des audits (préparation, délais, recommandations...).

Une réflexion doit s'engager au sein de l'UAS pour revoir/améliorer et préciser le questionnaire anonyme SPHINX qui permet de recueillir des informations sur la prestation de l'UAS telle que perçue par les audités et sur les bénéfices que ces derniers en ont retirés.

5. Direction départementale des territoires
6. Direction régionale de l'agriculture et de la forêt
7. Direction générale des politiques agricole agroalimentaire et des territoires



Audits dans le domaine de la PAC (Politique agricole commune)

La MIGA a achevé les missions engagées en 2012 sur la base de données nationale de l'identification (BDNI). Des actions correctives de nature à réduire les risques de refus d'apurement, ont été proposées pour optimiser le contenu de la base, pour rénover la tutelle des établissements de l'élevage et pour réduire les délais de notification des mouvements de bovins.

AUDIT DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE POUR LA REVUE DES AIDES DU SECOND PILIER DE LA PAC (HORS SIGC)

Cet audit a concerné principalement la dotation aux jeunes agriculteurs, mesure instruite par les DDT⁽⁵⁾, pour laquelle de précédents audits avaient révélé des insuffisances. Il a été complété par une analyse du dispositif d'aides aux investissements des industries agroalimentaires, instruit soit par les DRAAF⁽⁶⁾, soit par les conseils régionaux. L'audit a souligné l'absence de dispositif de contrôle interne formalisé et a analysé divers dysfonctionnements. Pour remédier à cette situation, la DGPAAT⁽⁷⁾ a donné le 6 novembre 2013 aux services déconcentrés les consignes pour sécuriser l'instruction des dossiers par des mesures de contrôle interne. Ce processus fera l'objet d'un audit au deuxième semestre 2014.

AUDIT SUR LES SUITES DES CONTRÔLES DES AIDES FEADER (HORS SIGC)

Réalisé en 2013, les premières recommandations, formulées en mars 2013, ont été traduites par la DGPAAT en instructions aux services déconcentrés. La prise en compte de ces directives a été évaluée par une enquête réalisée en juillet 2013 auprès de douze services déconcentrés (8 DDT et 4 DRAAF). Les enseignements de cette enquête et des investigations conduites auprès de la DGPAAT et de l'Agence de services et de paiement (siège et délégations régionales) feront l'objet d'un rapport.

AUDIT DU DISPOSITIF DE MISE À CONTRÔLE DES AIDES SURFACIQUES DES 1^{ER} ET 2ND PILIERS DE LA PAC

Engagé à la fin de 2013, cet audit est en cours de réalisation sous forme d'entretiens avec 8 DDT, programmés au 1^{er} trimestre 2014. Les travaux menés en France doivent être complétés par une étude de parangonnage (Allemagne...).

MISSION SUR L'ÉVALUATION DU DISPOSITIF D'IDENTIFICATION ÉLECTRONIQUE DES PETITS RUMINANTS

Elle a permis de faire le point sur l'avancement de « l'électronisation » des troupeaux et de mettre en lumière les difficultés rencontrées par les différents opérateurs. La mission se poursuit en 2014 par l'évaluation de l'efficacité du dispositif en cas d'alerte sanitaire.

Parallèlement, en 2013, la MIGA a procédé au **suivi de la mise en œuvre des recommandations des audits qu'elle avait réalisés en 2011 dans le domaine de la conditionnalité.**



Audits en matière d'environnement

AUDITS DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITÉ

L'objectif de ces missions est d'analyser les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques et des polices de l'eau et de la biodiversité.

Au-delà de l'explicitation des pratiques régionales et départementales d'identification des risques de non conformité communautaire au regard des directives européennes⁽⁸⁾, ces audits visent à identifier les mesures prises pour la maîtrise de ces risques, et à analyser les organisations mises en place (pilotage des services, animation pour générer des maîtrises d'ouvrage et des projets, Programmes d'actions opérationnelles territorialisés à établir dans le prolongement des programmes de mesures rédigés à la suite des SDAGE...).

Engagées en 2010 dans le prolongement des missions d'inspection des services chargés d'environnement réalisées auparavant par l'Inspection générale de l'environnement, le CGPC⁽⁹⁾ et le CGGREF⁽¹⁰⁾ de telles missions ont été engagées dans cinq départements au titre du programme 2013.

AUDITS DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Réalisées par des équipes comportant des membres du CGEDDC⁽¹¹⁾, du CGAAER et du CGEJET⁽¹²⁾ à la demande du ministre chargé de l'écologie, ces missions analysent les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre des politiques de prévention des risques. Ces audits, abordent les risques naturels⁽¹³⁾, les risques techno-logiques, ainsi que les problématiques « air », « bruit » et « déchets ».

Pour ce qui est plus spécifiquement des risques naturels, conformément aux grands objectifs du Grenelle de l'environnement, ces audits examinent également la prise en compte de la prévention des risques naturels dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme, les constructions et la gestion des campings situés dans les zones à risques. Ces audits s'intéressent aussi au lien entre la prévention et la gestion de crise et aux articulations entre la prévention des risques naturels et celle des risques technologiques (Natech).

Le programme a porté sur six régions. L'objectif est de parcourir l'ensemble des régions (y compris outremer) de 2013 à 2017.

Audits de Chambres d'agriculture

Une synthèse de l'ensemble de ces audits réalisés de 2008 à 2012 a été rédigée collectivement.

Des recommandations ont été faites au ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt sur les principaux thèmes analysés :

- la qualité et la pertinence des analyses stratégiques des chambres d'agriculture ;
- les liens entretenus par ces établissements avec leurs principaux partenaires ;
- leur fonctionnement interne ;
- leur situation financière et la pertinence des choix budgétaires ;
- leur implication dans la mutualisation des moyens et ressources sous l'égide de la chambre régionale.

Les prestations de service proposées par les chambres d'agriculture ont fait l'objet d'un rapport. Il dresse un état des lieux des pratiques sur la base d'un panel représentatif des productions et des régions, qui jette les bases d'une étude plus complète devant être lancée en 2014.

Des audits de suivi de la mise en œuvre des recommandations dites « territoriales » ont débuté. Ils concernent les chambres d'agriculture auditées de 2008 à 2010. Un manuel d'audit relatif à un « État des lieux de la mise en œuvre du transfert aux chambres d'agriculture de la mission de service public pour les aides à l'installation » a été élaboré. Il est utilisé pour plusieurs départements.

8. DCE, ERU, « Nitrates » et, d'autre part, des directives habitats, faune, flore et oiseaux (Natura 2000)

9. Conseil général des ponts et chaussées

10. Conseil général du génie rural, des eaux et forêts

11. Conseil général de l'environnement et du développement durable

12. Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies

13. Concernant notamment les domaines des inondations, des incendies de forêt, des avalanches, des mouvements de terrain, les digues et barrages, la sismicité...

Autres missions d'audit

COMPTE D'AFFECTATION SPÉCIALE « DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL » (CASDAR)

Depuis 2007, la MIGA réalise des audits de conformité sur l'utilisation des fonds du compte d'affectation spéciale « développement agricole et rural » (CASDAR). D'un montant de 110 millions €, ces fonds concourent aux actions de développement agricole et rural au travers de deux programmes⁽¹⁴⁾ :

→ Le programme « développement et transfert en agriculture », géré par la DGPAAT, qui concerne l'APCA et les chambres d'agriculture, les Organismes nationaux à vocation agricole et rurale (ONVAR) et COOP de France, et le programme tendant à favoriser le progrès génétique animal.

→ Le programme « recherche appliquée et innovation en agriculture », géré par la DGER composé des programmes de développement de l'ACTA et des Instituts techniques d'une part et d'autre part des enveloppes consacrées aux projets de recherche sélectionnés dans le cadre d'appels à projet pluri-opérateurs.

En 2013, six programmes, dont ceux des deux têtes de réseau ACTA et APCA, un émanant des Instituts techniques (CTIFL)⁽¹⁵⁾, un programme régional de chambres d'agriculture (Pays de Loire) et deux appels à projet, celui mené par le CIHEF⁽¹⁶⁾ « lavandes et lavandins », et celui mené par le CTIFL sur les pratiques améliorantes en culture légumières, ont été audités. Les conclusions de ces audits, regroupées avec celles des trois années précédentes ont contribué à l'évaluation menée en 2013 des contrats d'objectif signés par les bénéficiaires avec le MAAF pour la période 2009/2013. Les

recommandations générales formulées, ont permis aux directions concernées d'élaborer un cadre financier amélioré des contrats d'objectif 2014 /2020 avec les bénéficiaires.

COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE DE COORDINATION DES CONTRÔLES (CICC)

L'investissement du CGAAER dans la programmation 2014-2020 du nouveau Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), qui succède au Fonds européen pour la pêche (FEP) a été arbitrée par le Premier ministre.

En 2013, 54 rapports d'audit d'opérations cofinancées par le FEP, une note de suivi du rapport d'audit de système de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEP en région Guadeloupe ont été produits.

AUDITS DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ORGANISATION DES DIRECTIONS DÉPARTEMENTALES INTERMINISTÉRIELLES (DDI)

Le comité de pilotage des inspections et corps de contrôle intervenant dans le champ des directions départementales interministérielles (DDI), institué conformément à l'instruction 1590/11/SG du Premier ministre, a programmé au titre de l'année 2013 l'audit de douze DDI, soit respectivement trois de chaque type. Un de ces audits n'a finalement pas eu lieu, en raison de difficultés particulières rencontrées par la

structure, qui ne rendaient plus opportunes la visite d'une mission d'audit. En conséquence, les onze structures suivantes ont été auditées :
→ les DDT de la Creuse, de la Moselle et la DDTM des Côtes-d'Armor ;
→ les DDCS du Puy-de-Dôme, de la Haute-Savoie et du Pas-de-Calais ;
→ les DDCSPP de la Creuse et de l'Ille-et-Vilaine ;
→ les DDPP du Puy-de-Dôme, des Côtes-d'Armor.

Le choix des DDI auditées répondait au seul souci de représentativité statistique (type et taille de DDI ; répartition territoriale). La liste des DDI auditées avait été validée par les services du secrétariat général du Gouvernement.

En outre une mission a dû intervenir, à la demande du Secrétariat général du Gouvernement, auprès de la DDCSPP de l'Indre, où des difficultés de management sérieuses étaient apparues.

Enfin deux missions dites « transverses », portant sur des sujets intéressant toutes les DDI, ont été menées sous l'égide du comité de pilotage :

→ une mission sur la mobilisation interdépartementale et interrégionale des ressources métier au sein de l'administration territoriale de l'État, dont le rapport a été remis fin juillet ;
→ une mission dont l'objet était de faire le bilan des actions de mutualisation de moyens entre services déconcentrés de l'État, dont le rapport a été remis en août.

Missions d'inspection

L'activité d'inspection s'est confirmée notamment à la demande de la DGAL. Les deux interventions de la MIGA du CGAAER ont contribué à des clarifications sur certaines situations individuelles en relation avec la mise en œuvre de politiques publiques d'ordre sanitaire.

La mise au point d'un référentiel utilisable pour des missions sur des situations individuelles a été poursuivie. Un groupe de travail devrait en 2014 en approfondir certains aspects et produire l'outil de travail escompté.

Dans plusieurs cas, la MIGA a constaté que la question de la qualification de ce type de missions, notamment dans le cadre des restaurations de services intervenues sous l'effet de la réforme de l'administration territoriale de l'État, mériterait des améliorations de manière à mieux maîtriser les risques (notamment juridiques) inhérents aux suites de ce type de missions.

¹⁵. Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes
¹⁶. Comité interprofessionnel des huiles essentielles françaises

Économie, filières et entreprises

La section « Économie, filières et entreprises » est compétente en matière d'économie des entreprises et des filières agricoles, d'élevage, halieutiques, aquacoles et agro-alimentaires, ainsi que des politiques qui y concourent. Ses activités sont réparties dans les cinq domaines suivants.

PAC et régulation des marchés

CONTRIBUTION AU PROJET DE LOI D'AVENIR

Les travaux du groupe « exploitation agricole » du CGAAER ont contribué directement à l'élaboration du titre II du projet de loi d'avenir concernant la protection des terres agricoles (art. 11 et 12), les SAFER (art. 13), l'installation et la transmission (art. 14), la sécurité foncière, le contrôle des structures (art. 15), l'assujettissement (art. 16).

La section a poursuivi en 2013 le travail attentif de veille et de suivi mené au cours des deux années précédentes sur la négociation de la PAC de l'après 2013, avec le double objectif de continuer à apporter un appui concret aux négociateurs et d'étendre cet appui aux travaux entrepris au plan national pour l'application des nouveaux dispositifs communautaires.

Dans ce cadre, la section s'est impliquée de manière active dans les groupes de travail réunis par la DGPAAT à l'initiative du Cabinet du Ministre pour la préparation des futures mesures agri-environnementales et climatiques (MAEC). Elle a également participé aux groupes de mise en œuvre de la PAC, réunis à partir de l'automne, suite au discours du Président de la République à Cournon.

Le CGAAER a été sollicité pour donner un avis sur les dispositions du projet de loi d'avenir qui couvraient des thématiques relevant du droit communautaire ou susceptibles d'en relever au terme du processus d'élaboration de la nouvelle PAC. Il s'est particulièrement intéressé à la transposition dans la réglementation nationale des dispositions relatives à l'organisation économique (OP, AOP, organisations interprofessionnelles, contractualisation individuelle et collective...).

En relation avec les services de l'administration centrale, il a examiné les conditions et les modalités de l'articulation entre les dispositifs nationaux et les instruments communautaires (Partenariat européen pour l'innovation, coopération...) susceptibles d'être mobilisés en matière d'agroécologie.

Conformément à ce que prévoyait le programme de travail du CGAAER pour 2013, la réflexion, dans une perspective à moyen terme, sur ce que pourrait être une « PAC simple » a été initiée : un avant-projet de cahier des charges a été élaboré et la DGPAAT a été sollicitée en vue de poursuivre les travaux sur ce thème.

Filières sectorielles agricoles et industrielles

Selon les termes du projet de loi d'avenir voté en première lecture à l'Assemblée nationale fin 2013, la politique conduite par l'État en agriculture a pour objectif le « développement de filières de production et de transformation alliant performance économique, haut niveau de protection sociale et performance environnementale... ».

Dans ce cadre, la section a apporté son appui au Délégué interministériel aux IAA (DIAA) qui avait été chargé par le Ministre délégué à l'agroalimentaire de proposer un plan pour les filières porcines et avicoles. Elle a ainsi, participé aux groupes de travail et à la mise au point des plans présentés par le DIAA aux professionnels.

Par ailleurs, la section a répondu en urgence à la demande du Ministre d'engager une mission d'appui à la filière et à l'interprofession de l'œuf. Un programme d'action a été discuté avec les professionnels et validé avec eux et le



Cabinet du Ministre. Un travail de même nature est en cours d'achèvement dans la filière volaille de chair, complété par le suivi et l'accompagnement de la mise en œuvre du plan pour l'avenir de la filière avicole.

La section a également contribué à la préparation de la stratégie de filières demandée par le Ministre à FranceAgriMer, en participant à tous les conseils spécialisés de l'établissement. Elle a par ailleurs poursuivi son travail de médiation et de veille dans le secteur laitier afin notamment de faciliter l'accompagnement de la fin des quotas laitiers.

Dans le domaine de la préparation de la mise en place des fonds européens, la section est associée au CGEDD et à l'IGAM (Inspection générale des affaires maritimes) pour apporter son appui à la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) pour la préparation du Fonds européen pour les affaires maritimes et pour la pêche (FEAMP).

Elle a rédigé avec l'Inspection générale des finances un rapport sur les relations commerciales dans les filières agroalimentaires, préconisant la stabilité législative, la mise au point d'accords interprofessionnels et proposant une adaptation du code du commerce qui a été repris dans le projet gouvernemental de la loi sur la consommation.

Elle a aussi proposé en lien avec le CGEJET, de créer un nouveau fonds spécialisé afin d'être davantage pro-actif en matière de structuration des entreprises du secteur agroalimentaire.

Exploitations agricoles

La section a poursuivi ses travaux sur l'exploitation agricole, sa structure et son environnement, dans la continuité des années antérieures. Le CGAAER a apporté son appui au Cabinet du Ministre et à la DGPAAT dans la préparation du projet de loi d'avenir, plus particulièrement sur les volets foncier, transmission installation et contrôle des structures. C'est ainsi que le CGAAER a participé activement aux Assises de l'installation et a pris part aux diverses réunions dans la phase d'élaboration du projet de loi.

Deux rapports, commandés par le Ministre, ont été produits à la suite de travaux commencés en 2012 :

→ l'un axé sur le portage du foncier et son financement,

→ l'autre sur une évaluation des instruments créés par la loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission hors cadre familial (fonds agricole, bail cessible, mesures fiscales en faveur de la vente à paiement différée et du maintien d'associés non exploitants dans les EARL).

En outre, une analyse d'ensemble des missions de service public des SAFER de métropole a fait l'objet d'un rapport. Il a été suivi d'une mission d'appui à la SAFER de Bretagne, en cours d'achèvement. Enfin le CGAAER a été associé à l'initiative prise par la DGPAAT de relancer des réunions du réseau des commissaires du Gouvernement auprès des SAFER. Les informations recueillies devraient permettre au CGAAER de poursuivre ses interventions dans les phases à venir de la mise en œuvre de la loi d'avenir en matière de foncier agricole.

Biomasse et utilisation non alimentaire des produits agricoles

En 2013, le CGAAER a été missionné, conjointement avec le CGEJET, par les ministres chargés de l'agriculture et du budget, pour faire des propositions d'évolution de la fiscalité des biocarburants sur trois ans et de la TGAP, et pour se prononcer sur le plafonnement du double comptage de certains biocarburants. Ces propositions, fondées sur une analyse de la situation financière des entreprises et une étude d'impact sur l'emploi, ont servi à la préparation du projet de loi de finances 2014. Par ailleurs, la section a poursuivi sa participation au comité « biomasse et biocarburant » de FranceAgriMer. La connaissance des échanges internationaux des biocarburants et de leurs matières premières a été approfondie au bénéfice d'un véritable dialogue entre les différentes parties prenantes du comité. La mise en place d'un futur observatoire des utilisations de la biomasse en tant que source de matériaux et de molécules chimiques a progressé.

Enfin, la section, en lien avec la DGPAAT, s'est rapprochée de l'ADEME, de l'association « Chimie du végétal », et de la DGCIS du ministère du redéploiement industriel, pour échanger et œuvrer sur les différents chantiers récemment lancés :

→ « Construire la France des molécules vertes à partir du végétal où la chimie anticipe l'après-pétrole », objectif de l'un des 34 chantiers de la nouvelle France industrielle présentés en septembre dernier par le Président de la République et le Ministre du redressement productif.

→ Le concours mondial d'innovation « Innovation 2030 », dont le thème 4 concerne les protéines végétales et la chimie du végétal, faisant ainsi suite à l'une des sept ambitions pour la France identifiées par Anne Lauvergeon.



Agriculture ultra-marine

Des missions ont été réalisées aux Antilles et en Guyane pour terminer la mise en place des contrats d'objectifs des chambres d'agriculture, proposer des solutions pour sortir la chambre de Guyane de sa grave crise financière, analyser le premier plan « banane durable » et évaluer les aides publiques accordées à la filière canne. Mayotte, devenue département puis région ultra périphérique, a été l'objet d'un traitement organisationnel pour lui permettre de bénéficier des aides du POSEI. Un appui technique et une expertise ont été apportés en Nouvelle-Calédonie pour la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation sur les produits phytosanitaires à usage agricole.

Alimentation et santé

Les travaux de la section « alimentation et santé » contribuent à la conception et à l'évaluation des politiques du ministère dans les domaines suivants : la politique de l'alimentation, la sécurité sanitaire et la qualité nutritionnelle et organoleptique des aliments, la santé et le bien-être des animaux, la prévention des zoonoses, la protection des végétaux et ses effets sur l'environnement.

Le bilan des travaux conduits par la section « alimentation et santé » pour l'année 2013 est fortement marqué par la contribution à la loi d'avenir dans trois domaines :

- la politique publique de l'alimentation ;
- le dispositif sanitaire ;
- la réduction des intrants : produits phytosanitaires et antibiotiques vétérinaires.

Les contributions se sont traduites par la formulation de propositions émanant de trois groupes de travail mis en place au sein de la section sur ces thèmes.

Elles ont été complétées par des missions d'expertise demandées par le Ministre sur l'évaluation du Programme national de l'alimentation (PNA), sur la modernisation de l'action publique en matière de sécurité sanitaire, sur la prescription et la délivrance des antibiotiques vétérinaires, sur la délivrance et le post-AMM (Autorisation de mise sur le marché) des phytosanitaires, sur la fiscalité des phytosanitaires et sur l'évolution du conseil phytosanitaire.

La politique publique de l'alimentation

Le groupe de travail consacré à ce thème a abordé l'alimentation et sa politique publique sous deux angles :

- comme point d'entrée dans la loi en tant qu'objectif de la politique en faveur de l'agriculture (Livre préliminaire – Art. L.1.I de la loi) ;
- comme thème de réforme, en proposant de rendre prioritaire et de simplifier cette politique, de la rapprocher des territoires en créant des partenariats avec les collectivités territoriales, de renforcer le dispositif d'éducation à l'alimentation et de développer l'information du public en instaurant un débat public permanent sur l'alimentation (Livre préliminaire – Art. L.1.III de la loi).

CONTRIBUTION AU PROJET DE LOI D'AVENIR

Trois groupes de travail, respectivement consacrés à la politique publique de l'alimentation, au dispositif sanitaire et à la réduction des intrants (phytosanitaires et antibiotiques vétérinaires), et six importantes missions confiées au CGAAER par le Ministre, ont contribué à l'élaboration du projet de loi d'avenir.

Ces contributions concernent le Livre préliminaire Art. L.1. I et III sur la politique publique de l'alimentation, le Titre III – Art. 19bis sur les laboratoires des Départements, le Titre III – Art. 21 à 23 sur la réduction et le contrôle de l'utilisation des produits phytosanitaires, et le Titre III – Art. 20 sur la prescription et la délivrance des antibiotiques vétérinaires.

Les réflexions du groupe se sont notamment inspirées des conclusions de la mission d'appui et d'expertise du PNA.

Par ailleurs, une mission d'évaluation a été conduite pour étayer la mise en place du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD).

Le dispositif sanitaire

Une réflexion approfondie a été conduite au sein d'un groupe de travail dédié pour élaborer des contributions à la loi d'avenir.

Ces travaux se sont appuyés sur les réflexions issues des missions interministérielles auxquelles a participé le CGAAER depuis 2008 dans le cadre des trois vagues de la RGPP, et qui se sont prolongées en 2012 par un dernier volet d'approfondissement consacré à l'optimisation du réseau de laboratoires officiels de la DGCCRF et de la DGAL.

Le groupe de travail a fait l'analyse des points forts et faibles du dispositif. Il a mis en évidence la grande fragilité du réseau de laboratoires des Départements auxquels la DGAL a recours pour ses analyses officielles (Titre III – Art. 19 bis de la loi qui les érige en services d'intérêt économique général) ; a soulevé des interrogations sur le maintien de la valence sécurité sanitaire à un niveau suffisant au sein des DDCSPP, ainsi que sur les modalités de tutelle des Laboratoires nationaux de référence de l'ANSES. Il a également indiqué les partenariats à développer avec l'ensemble des structures publiques concernées pour que le dispositif sanitaire gagne en cohérence et en fiabilité.

Ces travaux ont été complétés par la mission du CGAAER consacrée à la modernisation de l'action publique sur la sécurité sanitaire.

Par ailleurs, la section a conduit plusieurs missions de conseil et d'expertise dans le domaine sanitaire, parmi lesquelles :

- l'appui opérationnel auprès de la DGAL, relatif au plan de lutte renforcé contre la tuberculose animale ;
- l'évaluation du plan PCB et le retour d'expérience sur plusieurs situations de contaminations aux PCB ;
- les plans d'intervention sanitaire et d'urgence ;
- la définition de la stratégie sanitaire de la filière aquacole ;
- le bilan sanitaire et économique du dispositif de lutte contre la maladie de la Sharka.

LES PHYTOSANITAIRES

Le groupe de travail consacré à ce thème a formulé de nombreuses propositions pour le projet de loi, dont la majorité a été reprise dans le texte voté (Titre III, articles 21 à 23) :

- l'amélioration du contrôle de la circulation et de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques par une traçabilité accrue ;
- l'obligation d'un conseil phytosanitaire lors de la vente de ces produits ;
- des options de réduction d'utilisation relatives à la protection des eaux et le rôle des sols dans le cadre des GIEE ;
- la nécessité de développer la phytopharmacovigilance ;
- l'incitation à développer et à utiliser les produits de biocontrôle ;
- le renforcement des pouvoirs juridiques du Ministre chargé de l'agriculture, en matière d'interdiction ou de restriction d'utilisation de phytosanitaires.

Ces pistes ont été complétées et approfondies par des missions d'expertise et de conseil conduites à la demande du Ministre, telles que :

- le processus d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (Titre III – Art. 22 de la loi) ;
- l'appui à la mise en oeuvre de la désignation de l'ANSES comme autorité compétente pour la délivrance des AMM des produits phytopharmaceutiques et l'appui à la définition de son rôle dans le dispositif de phytopharmacovigilance (Titre III – Art. 22 et 22 bis de la loi) ;
- la mise en place d'une fiscalité incitative dans le domaine des produits phytosanitaires ;
- le conseil dans le domaine phytosanitaire (Titre III – Art. 23 de la loi) ;
- la gestion spatiale et temporelle du déploiement des variétés végétales portant des caractéristiques de durabilité des tolérances ou résistances aux bio-agresseurs.

Au titre de ses missions pluriannuelles, des membres de la section ont également présidé deux comités d'évaluation dans le cadre d'Écophyto :

- le premier, sur l'étude des leviers qui permettraient d'évaluer et d'améliorer les démarches de réduction d'usage des pesticides engagées dans les zones non agricoles (axe 7 du Plan Écophyto 2018) ;
- le second, sur l'évaluation *in itinere* du réseau des fermes DEPHY.

LES ANTIBIOTIQUES EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE

La section a conduit une mission interministérielle sur la prescription et la délivrance des antibiotiques vétérinaires, dont la plupart des propositions ont été reprises dans la loi d'avenir (Titre III, article 20).

Parmi ces mesures, figurent l'interdiction faite aux personnes ayant le droit de délivrer des médicaments vétérinaires de percevoir des avantages en nature ou en numéraire de la part des firmes pharmaceutiques, la déclaration obligatoire de la délivrance d'antibiotiques, l'interdiction des rabais et ristournes commerciales en matière d'antibiotiques vétérinaires, le renforcement des sanctions en cas de manquement aux interdictions. Par ailleurs, la loi a retenu la proposition faite dans le rapport de ne pas opérer de découplage entre la prescription et la vente des antibiotiques par les vétérinaires.



Formation Certiphyto : démonstration de désherbage mécanique à la houe rotative



Forêts, eaux et territoires

La section « forêts, eaux et territoires » s'intéresse aux thématiques liées d'une part à la filière de la forêt et du bois, d'autre part à l'eau, aux milieux naturels, à la biodiversité en lien avec l'agriculture, et enfin à l'aménagement et au développement des territoires ruraux ainsi qu'aux risques naturels qui les menacent. Sur tous ces thèmes, la section travaille en lien étroit avec le Conseil général de l'environnement et du développement durable du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. L'année 2013 a été fortement marquée par la préparation de la loi d'avenir pour ce qui concerne la forêt et le bois.

CONTRIBUTION AU PROJET DE LOI D'AVENIR

Les travaux de préparation du volet forêt-bois de la loi d'avenir, réalisés par le CGAAER, ont contribué à trois résultats.

À l'automne 2013, les ministres chargés de l'agriculture, du redressement productif et de l'égalité des territoires, ont signé un plan d'action pour l'avenir des industries de la transformation du bois. Ce plan prévoit la mise en place d'un comité stratégique de la filière forêt/bois au sein du Conseil national de l'industrie. Il devrait compenser la grande hétérogénéité de la filière et son faible niveau d'intégration.

La loi de finances rectificative pour 2013, a adopté deux mesures fiscales majeures pour la propriété forestière privée.

L'une améliore les possibilités de réinvestissement en forêt. L'autre facilite la capacité de souscrire une assurance contre les catastrophes naturelles.

Le projet de loi d'avenir lui-même présente deux mesures importantes. La première institue un Programme national de la forêt et du bois qui sera décliné en région.

La seconde permet de créer des groupements d'intérêt économique et écologique forestiers.



La forêt et le bois

La préparation du volet forestier de la loi d'avenir a représenté le principal chantier.

UN GROUPE DE TRAVAIL INTERNE S'EST CONSACRÉ À TROIS THÈMES EN LIAISON AVEC LA SOUS-DIRECTION DE LA FORÊT ET DU BOIS (DGPAAT)

→ La déclinaison dans le secteur forestier du GIEE afin de favoriser le regroupement de la gestion des petites propriétés ne bénéficiant pas actuellement de plan de gestion - une meilleure valorisation de la forêt en est attendue dans les zones où elle est aujourd'hui sous-exploitée ;



Résidence "Hellieule" en construction bois réalisée en 2000 à Saint-Dié-des-Vosges

→ Les perspectives en matière d'assurance forêt ;
→ La situation et l'évolution de la fiscalité forestière.

À LA DEMANDE DES MINISTRES EN CHARGE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'AGRICULTURE ET DU REDRESSEMENT PRODUCTIF, UNE MISSION CONJOINTE DU CGEDD, DU CGAAER ET DU CGEIET A PERMIS DE DRESSER UN ÉTAT DES LIEUX DE LA FILIÈRE FORÊT-BOIS ET DE PROPOSER UNE STRATÉGIE DE RÉPONSE AUX DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET ÉCONOMIQUES. SON RAPPORT INTITULÉ « VERS UNE FILIÈRE INTÉGRÉE DE LA FORÊT ET DU BOIS » RECOMMANDE :

→ l'élaboration d'un plan national de la forêt et du bois,
→ la mise en place d'un comité stratégique de filière au sein du conseil national de l'industrie,
→ la mise en place d'un système d'information performant et transparent afin de disposer des données indispensables sur la filière,
→ la création d'un Fonds national de la forêt du bois, propre à assurer un financement satisfaisant,
→ un ensemble de mesures propres à dynamiser la filière et à favoriser l'utilisation du bois dans la construction.

Ces recommandations ont servi à la préparation de la loi d'avenir, des lois de finances et d'un « plan national d'actions pour l'avenir des industries de transformation du bois ».

LE CGAAER A APPORTÉ UN APPUI À LA MISSION CONFIEE PAR LE PREMIER MINISTRE À MONSIEUR LE DÉPUTÉ JEAN-YVES CAULLET SUR LA FORÊT FRANÇAISE ET LA FILIÈRE BOIS.

Par ailleurs, le groupe forêt/bois a tenu ses réunions mensuelles et a apporté sa contribution aux travaux de la section.

Eau et agriculture

DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE) ET QUALITÉ DES MASSES D'EAU

À l'approche de l'échéance de 2015 de cette directive et considérant les objectifs ambitieux de la France en matière de reconquête de la qualité de deux tiers des masses d'eau de surface, une mission interministérielle d'évaluation de la politique de l'eau a été confiée au CGAAER, au CGEDD, au CGEIET, à l'IGA et à l'IGF. Ses propositions ont alimenté la table ronde de la conférence environnementale de septembre 2013 qui était consacrée à ce thème. La mission a confirmé la pertinence de l'actuelle organisation par grands bassins hydrographiques et a constaté que les importants travaux réalisés en faveur de l'eau potable et de l'assainissement avaient porté leurs fruits. Mais un gros effort de résorption de pollution agricole et de continuité hydrologique s'avère encore nécessaire.

Les pollutions diffuses d'origine agricole restent une difficulté majeure à résoudre. La réflexion a donc été poursuivie sur la question de la protection des captages. Une comparaison a été effectuée avec les dispositifs de protection de l'eau, issus du règlement de développement rural, adoptés en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche, en Italie et en Angleterre.

Les réflexions antérieures sur la protection des zones sensibles par une approche collective ont été mises à profit pour contribuer à la définition des GIEE prévus dans la loi d'avenir.

LA GESTION QUANTITATIVE DE L'EAU EN FRANCE

Dans le prolongement des travaux menés en 2012, un appui a été apporté à la mission parlementaire de Monsieur Philippe Martin conduisant à la levée du moratoire sur les retenues d'irrigation et à leur inscription dans des projets de territoire. Ces conclusions ont été reprises dans l'évaluation de la politique de l'eau.

À un niveau plus local, une étude a été conduite sur la mobilisation des eaux du Rhône au bénéfice de l'agriculture des départements du Vaucluse, de la Drôme et des Bouches du Rhône. Elle a permis de clarifier la situation de transfert des ouvrages hydrauliques de l'État au Syndicat intercommunal compétent.

INTEMPÉRIES ET INONDATIONS

Les intempéries survenues durant l'été 2013 dans les Pyrénées, ont conduit à diligenter une mission d'évaluation sur l'articulation entre les « plans grands fleuves » et les futurs plans de gestion des inondations.

Territoires ruraux

EN APPLICATION DE LA FEUILLE DE ROUTE POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE FIXÉE PAR LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE,

une mission interministérielle conduite avec le CGEDD a proposé un plan permettant de mieux utiliser les fertilisants azotés en agriculture en réduisant les pertes, sources de pollution de l'eau et de l'air.

LE TERRITOIRE DES CAUSSES ET DES CÉVENNES A ÉTÉ CLASSÉ SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

par l'UNESCO en juillet 2011 au titre des paysages culturels, vivants et évolutifs de l'agropastoralisme méditerranéen. Le CGAAER a été chargé de conduire pendant deux ans (2013-2014), une mission d'appui et de conseil auprès du préfet de la Lozère, préfet coordonnateur de la gestion de ce territoire. L'objectif est d'assurer l'animation du conseil scientifique, de préparer une visite d'experts internationaux et de mobiliser la recherche et l'enseignement supérieur.

À LA DEMANDE DU PRÉFET DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES, COORDONNATEUR,

une mission interministérielle conduite avec le CGEDD a entrepris l'évaluation du plan décennal de protection et de mise en valeur du marais poitevin.

LE CGAAER A ÉTÉ ASSOCIÉ À LA MISSION D'EXPERTISE PORTANT SUR LE PROJET D'AÉROPORT DE NOTRE-DAME-DES-LANDES.

Elle était chargée d'apprécier les moyens de minimiser la consommation de terres agricoles et de trouver les modalités les plus appropriées pour la mise en œuvre des compensations environnementales.

AUDITS DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITÉ

Ces missions d'audit ont pour objectif d'analyser les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre, par les services déconcentrés de l'État, des politiques et des polices de l'eau et de la biodiversité. Elles ont été réalisées, à la demande du ministre chargé de l'écologie, par le CGEDD, le CGAAER et, éventuellement, le CGEJET (présence d'installations classées susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux superficielles ou souterraines).

Il s'est d'abord agi d'explicitier les pratiques régionales et départementales d'identification des risques de non conformité communautaire au regard des directives DCE, ERU, «Nitrates» et des directives habitats, faune, flore et oiseaux ; puis d'identifier les mesures prises pour la maîtrise de ces risques, et d'analyser les organisations mises en place (pilotage des services, animation pour générer des maîtrises d'ouvrage et des projets, Programmes d'actions opérationnelles territorialisés à établir dans le prolongement des programmes de mesures rédigés à la suite des SDAGE...).

Ces missions ont été engagées dans cinq départements au titre du programme 2013 (Alpes-Maritimes, Eure et Loir, Finistère, Gironde et Haute-Loire).

AUDITS DE LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Réalisés à la demande du ministre chargé de l'écologie, ces audits analysent les conditions et l'efficacité de la mise en œuvre des politiques de prévention des risques. S'agissant des risques naturels jusqu'en 2012, les audits sont menés non plus par départements mais par régions (niveaux régional et ensemble des

départements de la région). Ils abordent les risques naturels (inondations, incendies de forêt, avalanches, mouvements de terrain, digues et barrages, sismicité...), les risques technologiques, ainsi que les problématiques «air», «bruit» et «déchets». Ces missions sont réalisées par le CGEDD, le CGAAER et le CGEJET.

Conformément aux objectifs fixés par le Grenelle de l'environnement, les audits «risques naturels» examinent également comment la prévention des risques naturels est prise en compte dans l'aménagement du territoire, l'urbanisme, les constructions et la gestion des campings situés dans les zones à risques. Ils s'intéressent aussi au lien entre la prévention et la gestion de crise, ainsi qu'aux articulations entre la prévention des risques naturels et celle des risques technologiques.

Le programme d'audits prévoit de couvrir l'ensemble des régions (y compris Outremer) de 2013 à 2017. Le programme 2013 a porté sur les régions Alsace, Auvergne, Basse-Normandie, Guyane, Nord - Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DANS LE CADRE DU CIMAP (COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LA MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE),

le CGAAER a été associé aux ministères chargés de l'intérieur, de la justice et de l'écologie pour faire l'évaluation des polices de l'environnement exercées par des agents de l'État dans les services extérieurs et dans les établissements publics, sous l'autorité du préfet de la police judiciaire et des procureurs de la République. Le CGAAER est concerné par cette mission, notamment du fait du contrôle des élevages et des industries agroalimentaires.



Construction d'un bâtiment d'élevage en bois (lamellé-collé).

Recherche, formation et métiers



La cinquième section « recherche, formation et métiers » est compétente pour les questions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, à l'innovation et au développement, à l'emploi et à la protection sociale, à l'enseignement technique et à la formation professionnelle agricoles, en lien avec l'évolution des métiers et la transformation du système éducatif.



Elèves en seconde pro, protection végétale agroéquipement, dans une parcelle de triticale bio. Exploitation du lycée agricole de Vesoul.

L'activité et les réflexions de l'année 2013 ont été dominées par la préparation de la loi d'avenir ainsi que par l'aboutissement de plusieurs chantiers législatifs engagés par le Gouvernement : loi de refondation de l'école de la République, loi sur l'enseignement supérieur et la recherche, préparation de l'acte III de la décentralisation, et aussi par la participation à l'évaluation des politiques publiques, en particulier celle relative à la politique de développement agricole.

La loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République vise notamment à organiser un service public du numérique éducatif et institue les écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE).

La loi du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, modifie profondément l'organisation et la gouvernance de l'enseignement supérieur et de la recherche, en particulier par l'instauration des communautés d'universités et de politiques de sites.

Dans ce contexte, l'activité de la section s'est organisée autour de cinq axes :

- l'évolution du dispositif d'innovation et de développement agricoles,
- l'adaptation du système de gouvernance de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- l'analyse des liaisons de l'enseignement agricole avec les politiques publiques relevant du MAAF,
- l'analyse et l'anticipation des modifications des métiers et des compétences,
- la contribution aux évaluations des personnes aux examens et aux concours.

CONTRIBUTION AU PROJET DE LOI D'AVENIR

Le groupe de travail « enseignement, formation, recherche » du CGAAER, a formulé 19 propositions. Deux ont été reprises dans le projet de loi d'avenir initial. La première porte sur la redéfinition des missions de l'ensemble du système « enseignement, formation, recherche, développement » pour mieux intégrer les nouveaux enjeux, l'innovation et la prise en compte par l'agriculture des besoins et des attentes de la société (art. L.800-1). La deuxième vise les missions de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire public (art. L.812-1). Le travail du groupe et les rapports de B.Chevassus-au-Louis et S.Martinot ont débouché sur la création dans la loi de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France. La participation des établissements d'enseignement supérieur à la formation des enseignants, qui avait été préconisée, a trouvé un écho dans le projet de loi. Enfin, le groupe de travail a proposé d'inscrire le projet de l'enseignement agricole dans la loi. Cette proposition a fait l'objet d'un amendement parlementaire.

L'innovation et le développement agricoles

Après avoir réalisé le bilan du Programme national de développement agricole et rural (PNDAR) 2009 - 2013, la section a fortement contribué à la définition des orientations du PNDAR 2014 - 2020. L'évaluation de la politique de développement agricole, menée sous l'égide du SGMAP, a permis de prolonger et d'élargir ces travaux à l'ensemble des acteurs et des dispositifs de recherche appliquée, de développement et de conseil en agriculture.

La section s'est également impliquée dans les démarches qui visent à valoriser et promouvoir l'innovation dans les systèmes de production et les pratiques de culture, et à soutenir les partenariats et les projets collectifs pour une agriculture multi-performante.

Dans ce domaine, **la section a remis trois rapports :**

- le programme national de développement agricole et rural 2014-2020 : propositions sur ses objectifs, son architecture, son pilotage,
- l'évaluation du rôle des exploitations d'enseignement agricole comme support de diffusion des innovations,
- l'évaluation de la politique de développement agricole - 1^{re} partie.

En lien avec l'innovation en agriculture, elle a également :

- participé au jury de l'appel à projets Casdar « Innovation et partenariat »,
- apporté un appui technique au jury de l'appel à projets Casdar « Mobilisation collective pour l'agroécologie »,
- participé aux comités de pilotage « Évaluation du dispositif des RMT », « Projet agroécologique ».

Les réunions de sections ont permis de traiter des sujets suivants :

- les groupements d'intérêt scientifique (GIS) : Relance agronomique, Élevage demain,
- l'innovation et les transferts technologiques : l'exemple de CEA-Tech.

L'adaptation du système d'enseignement supérieur et de recherche

La section a activement contribué à la préparation du volet « enseignement supérieur » du projet de loi d'avenir en participant à la mission sur la restructuration de l'enseignement supérieur et la création d'un pôle agronomique national fédérant les écoles, qui a été confiée à Bernard Chevassus au Louis.

La mission a plus particulièrement étudié la faisabilité des différentes formes de regroupements d'établissements d'enseignement supérieur au regard des nouvelles dispositions de la loi ESR.

Parallèlement, des membres de la section ont collaboré aux travaux menés par Stéphane Martinot sur la création d'un pôle d'enseignement supérieur vétérinaire.

La section a conduit un audit du Système national d'appui (SNA) à l'enseignement technique et une mission d'expertise et de conseil relative à l'antenne de l'École nationale supérieure du paysage de Marseille.

Elle a réalisé un état des lieux des écoles doctorales dans les domaines de l'agronomie, de l'alimentation, de la santé animale, de l'environnement, de l'eau, de la forêt et du développement territorial.

Au niveau interministériel, elle a contribué à l'évaluation de la politique publique de soutien à la vie étudiante.

Deux autres activités de la section concernent les liens entre l'enseignement agricole et les politiques publiques du MAAF.

Le groupe FCPR évalue les sujets et les candidats à une formation complémentaire par la recherche au regard de la cohérence des propositions avec les thématiques prioritaires définies chaque année par les directions générales, et de l'apport futur des acquis scientifiques attendus aux services du MAAF. La section assure également le suivi des chefs de projets de partenariat en établissements d'enseignement technique, en articulation avec des projets de thèse.

L'analyse des liaisons de l'enseignement technique agricole avec les politiques publiques relevant du MAAF

La section a participé aux différents ateliers mis en place dans le cadre de la Concertation sur l'avenir de l'enseignement agricole, placée sous la présidence de Henri Nallet : promotion sociale et réussite scolaire, enseigner à produire autrement, formation des personnels enseignants et ouverture internationale. Elle a assuré, avec l'Inspection de l'enseignement agricole, la fonction de rapporteur pour les trois premiers d'entre eux.

Elle a suivi l'élaboration des lois sur la refondation de l'école de la République et sur l'enseignement supérieur et la recherche, qui ont des implications directes sur l'enseignement agricole. Au titre du suivi des autres travaux législatifs ayant des implications sur l'enseignement agricole, des membres de la section ont analysé le volet « formation professionnelle » du projet de loi dit « acte III de la décentralisation » et ses conséquences sur les établissements d'enseignement agricole.

Parallèlement, elle a conduit quatre missions :

- d'évaluation de l'opération interministérielle « à l'école de la forêt »,
- d'évaluation du 5^e schéma prévisionnel de l'enseignement agricole,
- d'expertise auprès de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie (MILDT) sur l'enseignement agricole,
- de préparation d'un diagnostic de l'enseignement agricole en Algérie.

Des sessions ont porté sur les thématiques suivantes :

- la formation professionnelle dans la coopération agricole et les industries agroalimentaires,
- la politique d'égalité des chances au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'analyse et l'anticipation des modifications des métiers et des compétences

À ce titre, la section a conduit deux études :

- sur la formation des ingénieurs forestiers,
- de parangonnage auprès d'autres ministères sur la mobilité structurelle obligatoire dans les parcours professionnels.

Elle a également participé activement à la réalisation des « Assises des métiers des ingénieurs », conclues par une manifestation nationale en présence des ministres le 3 juillet (animation de groupes de travail, participation aux réunions interrégionales).

Par ailleurs, des membres de la section contribuent et président les travaux de l'OMM en lien avec la 6^e section.

En 2013, elle a ainsi contribué à quatre études :

- compétences techniques nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques du ministère,
- élargissement du répertoire ministériel des métiers aux opérateurs du ministère,
- étude sur les métiers de la forêt et du bois,
- étude sur les métiers du contrôle de la délégation.

La contribution aux évaluations des personnes, aux examens et aux concours

Les membres du CGAAER contribuent à l'évaluation des personnes et au recrutement des cadres du MAAF. Ils assurent la présidence des jurys de recrutement des inspecteurs et enseignants de l'enseignement agricole, des jurys des diplômes de techniciens supérieurs de l'enseignement agricole, d'ingénieurs des établissements privés d'enseignement supérieur agricole ainsi que la présidence des commissions de sélection des personnels de direction des EPLEFPA (directeurs d'exploitation, de CFPPA et de CFA). Ils président et participent aux jurys de recrutement des IAE et des IPEF.

En 2013, le CGAAER s'est très fortement impliqué dans les opérations de déprécarisation des personnels enseignants, techniques et administratifs : IAE, techniciens, secrétaires administratifs... Ses membres ont assuré la présidence des jurys et ont aussi participé à la préparation des sessions, à la rédaction des instructions et des guides à destination des candidats, justifiée par le caractère nouveau et l'ampleur de cette opération.

De même, les groupes de travail des présidents de jury apportent leurs contributions aux réflexions en cours au sein de la DGER sur le recrutement des directeur d'EPL, la VAE, et l'évolution des diplômes de techniciens supérieurs, notamment l'expérimentation sur la mise en compatibilité avec le dispositif européen (LMD).

En outre, des membres de la section participent, en tant que personnalités qualifiées, à la demande du ministère de l'éducation nationale, aux jurys de recrutement des personnels de direction des EPL.

Enfin, le groupe de travail « Formation complémentaire par la recherche (FCPR) et spécialistes » assure l'évaluation des agents spécialistes du MAAF et la sélection des candidatures d'ISPVE et d'IAE à une formation continue par la recherche. Il met à jour régulièrement la liste des référents et spécialistes qu'il publie chaque année. En 2013, il a enfin été associé à la réflexion menée, sous l'égide de la sixième section, sur un dispositif de qualification et de suivi des « experts de domaine ».

Gestion publique et réforme de l'État

La section « gestion publique et réforme de l'état » est compétente en matière de gouvernance publique, d'organisation administrative, de modernisation, d'optimisation des ressources et performances, des relations avec les usagers, ainsi que de simplification. En 2013, conformément au programme de travail, la section a orienté son activité sur les délégations de missions qui concernent la direction générale de l'alimentation (DGAL) et la modernisation de l'action publique.

Les délégations de missions de service public

Inscrite au programme de travail de la section, cette thématique s'est traduite par deux missions réalisées à la demande de la DGAL dans le cadre d'un appui à son Comité de pilotage « délégations ».

La première mission a porté sur « les leçons à tirer pour la DGAL de l'analyse de délégations de missions de service public en France et dans l'Union européenne ».

Les missionnaires ont réalisé une étude documentaire portant sur cinq pays membres de l'Union européenne (Allemagne, Belgique, Italie, Grande Bretagne et Pays Bas). Ce parangonnage a mis en évidence la spécificité de chaque pays étudié, voire la spécificité de chaque administration, notamment lorsque le cadre communautaire est peu contraignant.

L'étude analyse l'effet de levier du recours à des prestataires extérieurs pour opérer certaines tâches liées aux contrôles dont l'administration a la responsabilité, dans le but d'améliorer ceux-ci.

La mission préconise l'adoption d'une doctrine d'action, de préférence à une approche au cas par cas, ce qui suppose des choix clairs quant au champ des délégations envisagées, le modèle économique, le contrôle de second niveau et le financement des contrôles.

Une fois la doctrine arrêtée, la mission propose, pour chaque décision de délégation, un processus en douze étapes comportant notamment une analyse de risque et les moyens de le maîtriser, ainsi que l'étude de scénarios alternatifs.

La seconde mission, complémentaire de la première, a essentiellement porté un regard sur les délégations de missions de service public existantes à la DGAL.

L'examen des délégations de missions du service public à la DGAL montre que la plupart sont anciennes et font intervenir des partenaires historiques de l'administration ou du monde agricole, à l'inverse de certaines délégations qui ouvrent un marché concurrentiel - marché qui n'est pas incompatible avec une qualité de service dès lors que l'administration en assure le contrôle.

L'analyse des bases légales (textes internationaux ou communautaires, législation ou réglementation nationale) a permis de vérifier que toutes les délégations réalisées procèdent le texte les ayant prévues ou les autorisant.

La mission a ensuite analysé le pilotage et le financement des délégations en examinant les différents niveaux de gouvernance, la diversité des modes de financement, les problématiques transverses (telles que le transfert de responsabilité, la prise en charge des coûts, la concurrence entre délégataires, la question de l'accréditation et des contrôles inopinés).

Au nombre de quatre, les recommandations insistent sur la nécessaire étude d'impact préalable à la décision, le renforcement du pilotage des délégations, le contrôle de second niveau et la nécessité de s'assurer de la permanence de la mission.

Le suivi de la mise en œuvre des réformes

Au travers de son Président, la section participe au Comité de pilotage des missions sur les directions départementales interministérielles (DDI), placé auprès du Secrétaire général du Gouvernement, et dont la vocation est de proposer des sites pour les missions d'audits de DDI, de faire évoluer, après l'avoir élaboré, le guide d'audit, de proposer des missions de conseil dites transverses, de suivre la réalisation des audits et des missions transverses.

Ainsi, la section prend en charge, conjointement avec la 1^{re} section, les audits de directions départementales interministérielles (DDI, DDTM, DDPP et DDCSPP). En 2013, onze audits de DDI ont été conduits, permettant de remonter de l'information sur l'organisation et le fonctionnement de ces structures (trois thématiques retenus) ainsi que sur le portage des politiques publiques à vocation interministérielle (neuf politiques publiques retenues).

Concernant les missions transverses interministérielles, la section a apporté son appui à la réalisation de deux missions. L'une a dressé le bilan des actions de mutualisation des moyens entre services déconcentrés de l'État comprenant à la fois la mise en œuvre des schémas de mutualisation et la mise en place des SIDSIC (services interministériels départementaux des systèmes d'information et de communication).

Un ensemble de missions portant sur la GRH a été confié à la sixième section. À ce titre, il est possible d'en évoquer quatre.

Prospective, société et international

La septième section « prospective, société et international » est compétente pour les questions relatives à la prospective, aux études et à l'évaluation, aux enjeux climatiques, aux enjeux des sciences et techniques pour la société ainsi que pour les questions internationales. Les travaux qu'elle conduit ont vocation à se situer dans une programmation pluriannuelle.

Prospective, études et évaluation

PROSPECTIVE « LA FRANCE ET SES CAMPAGNES 2025-2050 : REGARDS CROISÉS FILIÈRES ET TERRITOIRES »

La France saura-t-elle conserver et valoriser ses ressources rurales pour créer davantage de biens et services et contribuer ainsi à relever les défis du temps ? Pour aborder cette question, une étude prospective a été engagée sur 15 territoires au travers de 5 grandes thématiques :

- étalement urbain / Réunion, Pays de Rennes et Grand Pic Saint Loup,
- climat et eau / Adour amont et Forêt landaise,
- l'intensification écologique / Aube, Haut Poitou, Rhône-Alpes et Réunion,
- la montagne alpine / Queyras, Bauges et Beaufortain,
- la moyenne montagne / Aubrac, Cézallier, Livradois-Forez et Haute Corrèze.

Les études de cas ont fait l'objet pour l'essentiel de missions spécifiques du CGAAER.

Pour chaque territoire, l'analyse s'est attachée à croiser filières, territoires, compétitivité et durabilité, s'appuyant sur les travaux des partenaires de l'exercice (CGAAER, IRSTEA, INRA, FranceAgriMer, DATAR) et de missions de terrain. Elle a permis d'élaborer des analyses « SWOT/AFOM » et de proposer de 2 à 4 scénarios.

La synthèse comparative alerte sur les facteurs de risque d'un scénario inacceptable pour le pays et identifie des leviers sur lesquels on pourrait agir pour changer les trajectoires vers un scénario de durabilité.

À la demande de parties prenantes rencontrées sur les territoires étudiés, cette prospective a été valorisée lors de réunions d'échanges organisées localement.

ÉVALUATION

Le CGAAER a conduit plusieurs chantiers d'évaluation de politiques publiques qui lui ont été confiés d'une part, par le comité de programmation des études et évaluations du ministère, et d'autre part, dans le cadre de la Modernisation de l'action publique (MAP). Au titre de la MAP, il a été l'opérateur de l'évaluation de la politique de développement

agricole et a participé à 4 évaluations aux côtés d'autres conseils généraux et inspections (politique de l'eau, vie étudiante, polices de l'environnement, sécurité sanitaire des aliments).

Évaluation des mesures de la loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission des exploitations agricoles

La loi du 5 janvier 2006 a créé des mesures pour faciliter la transmission des exploitations agricoles et le portage financier des facteurs de production par des capitaux extérieurs. Le ministre de l'agriculture a confié au CGAAER, qui s'est entouré d'un comité de pilotage comprenant des personnalités qualifiées, la réalisation d'une évaluation de ces mesures. Les causes de l'échec de certaines d'entre elles (le bail cessible, le fonds agricole...) ont été analysées dans le détail. Les évaluateurs ont aussi examiné le statut du fermage et le contrôle des structures. Ils proposent un bilan global de ces politiques en comparant l'évolution des structures agricoles de la « ferme France » avec celles de quatre Etats voisins (Pays-Bas, Allemagne, Angleterre et Italie). Les résultats de l'évaluation ont contribué à la préparation du projet de loi d'avenir.

Évaluation du plan de mobilisation des bois chablis consécutif à la tempête Klaus

À la demande du Ministre de l'agriculture, le CGAAER a conduit une mission d'évaluation du plan volet mobilisation des bois chablis élaboré et mis en œuvre après la tempête Klaus de janvier 2009. Cette mission, qui concerne les chablis de pin maritime en Aquitaine, s'est déroulée de mai 2012 à la fin 2013. Elle a comporté deux analyses complémentaires :

- une phase d'évaluation à dire d'expert menée par le CGAAER,
- une étude de modélisation confiée au Laboratoire d'Economie forestière de l'INRA AgroParisTech.

Cette mission a respecté la méthodologie de l'évaluation (comité d'évaluation associant les professionnels, questionnement évaluatif, grilles d'analyse conforme aux critères d'évaluation). Elle a permis de faire le point sur les conditions d'élaboration du plan, sa mise en œuvre et ses résultats. Elle fera l'objet prochainement d'une restitution en Aquitaine afin de préparer un véritable plan ORSEC en cas de nouvelle tempête.

Évaluation de la politique de développement agricole

L'évaluation de la politique de développement agricole réalisée dans le cadre de la modernisation de l'action publique et à la demande du Ministre de l'agriculture, vise à apprécier les inflexions à apporter au dispositif existant pour accompagner la transition de l'agriculture vers des performances multiples, en particulier économique et environnementale.

Les outils mobilisés ont inclus une enquête réalisée par téléphone auprès d'un échantillon représentatif de 2500 agriculteurs. L'efficacité de la politique est appréciée au regard des objectifs donnés par la Loi de 1999, après en avoir confirmé la pertinence.

Globalement cette appréciation fait apparaître :

- des résultats favorables en matière de qualification des exploitants agricoles, compétitivité économique, qualité des produits,
- des résultats plus nuancés en ce qui concerne la protection de l'environnement dont la traduction dans les orientations et la mise en œuvre a tardé, ainsi que la prise en compte insuffisante de l'emploi et des conditions de travail.

L'efficacité en matière d'amélioration du niveau de compétence des agriculteurs dont un grand nombre est bénéficiaire de la politique, et l'efficacité des initiatives pilotes de développement agricole en faveur de la prise en compte de l'environnement, constituent un atout pour la puissance publique au moment où elle s'engage dans l'orientation ambitieuse de la double performance économique et écologique.

Sur la base du diagnostic établi, des recommandations ont été formulées, visant également à inspirer des scénarios de transformation de l'outil au service de la politique du développement agricole. Trois scénarios ont été imaginés dans leurs grandes lignes. Ils seront développés en 2014 :

- un scénario d'inflexion du dispositif actuel visant son amélioration,
- un scénario de régionalisation institutionnelle visant la proximité avec le terrain,
- un scénario de libéralisation visant la réduction des soutiens publics.

Sur 2013, le comité de programmation a également confié au CGAAER la conduite de l'évaluation de l'impact du service universel de distribution et de mise en place de la semence des ruminants en monte publique (SUIA) ; les conclusions seront rendues début 2014.

Le CGAAER évalue par ailleurs chaque année un échantillon d'études à l'entreprise. En 2013, quatre études constituant une aide à la décision pour les directions d'administration centrale, ont été sélectionnées et ont fait l'objet d'un rapport d'évaluation transmis aux commanditaires.

Société

NANOTECHNOLOGIES ET BIOLOGIE DE SYNTHÈSE

Le CGAAER a participé à une mission interministérielle relative au déploiement industriel des nanotechnologies et de la biologie de synthèse sur les territoires. Associant le CGEJET, le CGARM, le CGEDD et l'IGAENR, la mission a mené un nombre très important de consultations et d'auditions, tant dans les milieux scientifiques que dans les milieux industriels : industries chimiques, de santé, de l'aviation et de l'armement, industries alimentaires, cosmétique, etc. Elle a rencontré les grandes administrations, certaines organisations non gouvernementales et des opérateurs chargés des suites des engagements du gouvernement.

L'ensemble des constats effectués permet à la mission d'énoncer et de développer des propositions dont, en tout premier lieu, l'adoption d'une gouvernance inté-grée exemplaire qui permettrait une meilleure synergie des acteurs.

Cette gouvernance doit s'articuler autour de la désignation par l'État d'un coordinateur interministériel placé auprès du Premier ministre et disposant de correspondants dans les grandes administrations.

La deuxième proposition est l'augmentation de la part de la recherche dédiée aux risques. Dans les domaines sensibles de la « sécurité sûreté biologique », est recommandée la création d'un comité indépendant, ayant accès aux informations des services de renseignement et pouvant guider l'action publique dans la prévention des usages malveillants, sans entraver pour autant l'innovation.

L'ensemble des propositions doit être de nature à favoriser le développement responsable des nanotechnologies et de la biologie de synthèse sur les territoires, en tant que précurseurs des manufactures du futur.



EAU ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN MÉDITERRANÉE : PROBLÉMATIQUES ET PISTES DE SOLUTIONS

À l'initiative du CGAAER, en partenariat avec le Conseil général du développement agricole du Maroc, l'AFD, Agropolis international, le CIHEAM, le Plan Bleu, l'ONG « Échanges méditerranéens » et le CGEDD, le séminaire Eau et sécurité alimentaire en Méditerranée (SESAME) s'est tenu à Montpellier en février 2013. 130 experts et conseillers en politique, venus de dix pays du pourtour méditerranéen, se sont réunis pour débattre pour la première fois de ce défi croisé : pourront-ils ensemble relever le défi lié de l'eau et de leur sécurité alimentaire ? SESAME a permis de poser un diagnostic. Il a également fait ressortir les points importants d'une vision et de solutions partagées. Une brochure en a été tirée pour la journée mondiale de l'eau du 22 mars 2013. Les participants à ce séminaire ont témoigné d'un fort intérêt pour cette initiative, en souhaitant maintenir une plate-forme de réflexion partagée avec la tenue d'un nouvel évènement en 2014.

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS DE LA COOPÉRATION AGRICOLE EN MÉDITERRANÉE

Pour nourrir la priorité méditerranéenne de l'action du MAAF à l'international, la section a piloté l'élaboration d'une cartographie des acteurs de la coopération internationale agricole dans les cinq pays méditerranéens du Nord de l'Afrique : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte.

Réalisé avec le concours des Ministères des affaires étrangères et de l'économie et des finances, cet exercice a consisté à croiser des données collectées auprès des postes diplomatiques des pays concernés, avec des données résultant d'une analyse documentaire approfondie des différents programmes de coopération agricole dans la région, ou d'entretiens conduits dans les pays étudiés ou auprès des institutions et acteurs y intervenant.

Il a souligné la faible performance globale des agricultures de ces pays et rappelé que les défis communs qu'ils ont à relever, en particulier au regard de leur très forte dépendance alimentaire, ne suffisent pas pour l'heure à enclencher de véritable dynamique régionale. Dans un contexte où prévalent les approches nationales, les acteurs de la coopération agricole apparaissent nombreux et insuffisamment coordonnés. Ceci vaut pour la coopération agricole tant internationale que française et suggère au MAAF de se doter d'une véritable stratégie d'intervention mettant l'accompagnement de ces pays dans la recherche d'une triple performance technique, économique et écologique, au cœur de son projet pour la Méditerranée.

L'analyse effectuée s'est également traduite par l'élaboration d'un projet de base de données recensant les projets de coopération agricole actuellement mis en œuvre dans la région et dont différentes extractions sont possibles et envisageables. Tant la méthodologie suivie pour l'élaboration de cette cartographie que le projet de base de données qui en a résulté, pourraient nourrir des exercices similaires pour d'autres régions d'intérêt pour le MAAF.

CONTRIBUTION À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE À L'INTERNATIONAL DU MAAF

Membre actif de l'ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale en agriculture, alimentation et développement rural) et de FVI (France vétérinaire internationale), le CGAAER apporte son expertise dans la rédaction des réponses aux appels d'offre sur les programmes institutionnels financés au titre des politiques de pré-adhésion et de voisinage de l'Union européenne, et participe à leur mise en œuvre.

Ses membres ont ainsi conduit la poursuite de quatre jumelages (renforcement du Centre national de veille zoonositaire en Tunisie, l'harmonisation de la législation phytosanitaire en Ukraine, renforcement du dispositif de contrôle phytosanitaire en Egypte, et appui à la certification et à l'accréditation de l'Institut national de recherche halieutique du Maroc). Et deux nouveaux jumelages dont le pilotage est assuré par un membre du CGAAER, ont été remportés en 2013 :

- renforcement du dispositif de reconnaissance de la qualité des produits agricoles par les signes distinctifs liés à l'origine en Algérie;
- renforcement de la capacité de contrôle des services vétérinaires algériens en vue de les rapprocher des standards européens et internationaux.

La promotion de l'agroécologie à l'international

Pour répondre à un engagement pris par le Ministre de l'agriculture vis à vis de son homologue algérien à l'occasion de la visite d'État en Algérie du Président de la République française en décembre 2012, le CGAAER a été chargé d'organiser un atelier sur l'agroécologie, dénommé « Produire autrement, mieux et plus : une voie d'avenir ». Ce séminaire qui s'est déroulé à Alger, a réuni plus d'une centaine de personnes (institutionnels, chercheurs et opérateurs économiques).

SÉMINAIRE À ALGER SUR L'AGROÉCOLOGIE EN RÉGIONS MÉDITERRANÉENNES « PRODUIRE AUTREMENT, MIEUX ET PLUS : UNE VOIE D'AVENIR »

« Il s'agit de promouvoir une stratégie du changement, de changer des pratiques, des habitudes et surtout d'innover dans la diversité ». « L'agroécologie n'est pas uniquement une discipline scientifique avec des pratiques. Elle s'inscrit aussi dans un mouvement social et porteur de politiques publique. Par conséquent, compte tenu des spécificités des situations, il ne peut s'agir que d'un simple transfert de connaissances ou de techniques conçues comme un recueil de « recettes », mais d'une adaptation à la réalité des territoires avec la réalisation d'un diagnostic préalable et en accordant une large place au conseil, à l'acceptation sociétale et à la communication. »



Les témoignages de terrain et les expériences souvent pionnières, présentés à cette occasion, ont permis d'établir qu'il est possible d'obtenir un bon niveau de performance en se fondant sur une meilleure utilisation des processus biologiques, l'usage d'intrants (engrais, phytosanitaires) étant réduit au strict nécessaire.

Les parties ont identifié les principaux thèmes d'intérêt commun susceptibles de faire l'objet de collaborations et d'échanges. Ce changement de paradigme pour l'agriculture s'inscrit dans la durée et implique des compétences et des métiers nouveaux nécessitant une coopération renforcée en matière de formation.

Dans la foulée, le CGAAER a été associé à l'organisation d'un side event conjoint, sur ce même thème, lors de la conférence FAO de juin 2013.

Le CGAAER a également participé aux Ateliers de la Terre dans le cadre de la Global Conférence de l'UNESCO en juin 2013, au cours desquels il a présenté une note de synthèse « Comment rendre l'agroécologie plus attractive ? » devant plus de 200 personnes.

En outre, le CGAAER a été impliqué dans la préparation de la réunion ministérielle « 5+5 » du 27 novembre 2013, consacrée à la « sécurité alimentaire » dans la Méditerranée occidentale et à la mise en oeuvre de l'initiative ENPARD (Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural).



Développement agricole et agroécologie: démonstration de désherbage mécanique sur maïs à l'institut agricole de Genech (Nord).





Les rapports et les missions

The page features five thick, solid green horizontal bars that span the width of the page. They are positioned below the title, with one bar immediately following the text, and four more bars spaced evenly down the page.

Les rapports

En 2013, 239 rapports (audits et missions temporaires) ont été remis par les membres du CGAAER. Ces rapports peuvent correspondre à des missions effectuées avant 2013 et, a contrario, les rapports de certaines missions réalisées en 2013 ne seront rendus qu'en 2014.

Les rapports d'audits remis en 2013

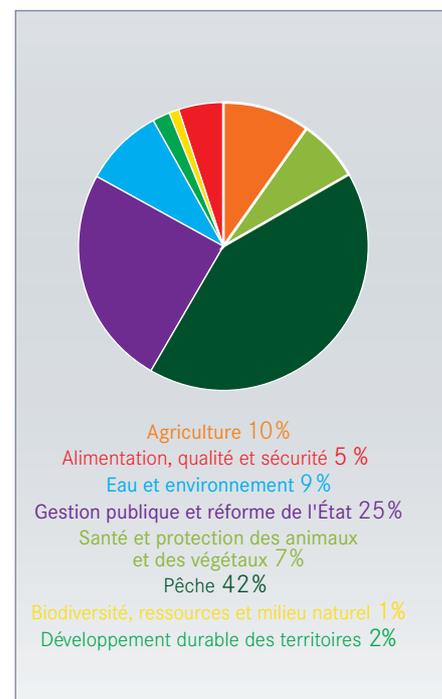
129 rapports d'audit ont été rendus en 2013 (dont 54 au titre de la CICC - contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche).

TABLEAU DU NOMBRE DE RAPPORTS D'AUDIT SELON LES DOMAINES DE COMPÉTENCE

Domaine	Thème d'audit	Nb Rapport
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011 : Identification et aides ovines et caprines – AUDITS 2011 : Conditionnalité des aides – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Identification et primes ovines – Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 - Audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides – Audits 2012 - Audits de suivi des missions 2010 « Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) » – Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Identification et primes ovines – Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Conditionnalité – Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) » – Audits CMAI 2013 - Audit du fonctionnement des SAFER de métropole dans l'exercice de leur mission de service public 	13
Alimentation, qualité et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> – Audits MMAI 2012 - Audit des contrôles officiels menés en abattoirs de boucherie sur les processus mis en place par les responsables d'abattoirs pour prévenir le risque E. coli (STEC) 	6
Biodiversité, ressources et milieu naturel	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature 	1
Développement durable des territoires	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2009 - CICC - Fonds structurels - FEP – Audits 2012 : Audit sur la maîtrise des risques de double financement FEADER/FEDER sur les mesures de l'axe 3 	2
Eau et environnement	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2011 - Prévention des risques naturels et hydrauliques – Audits 2011 - Eau et biodiversité – Audits 2012 - Prévention des risques naturels et hydrauliques 	12

Domaine	Thème d'audit	Nb Rapport
Gestion publique et réforme de l'État	<ul style="list-style-type: none"> – Audits du CASDAR 2011 – Audit comptable et financier : suivi de l'audit analyses vétérinaires (rapport n° 1304-09-01) – Audits 2011 - Chambres d'agriculture – Audits 2012 - Audits de conformité CASDAR (crédits 2010) – Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF - bilan d'étape de la feuille de route ministérielle – Audits 2012 - Audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région et d'examens) – Audits 2012 - Audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région – Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)) – Audits 2012 - Audit des prestations de services réalisées par les établissements du groupe chambres d'agriculture – Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) 2012 - 2013 – Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2^{ème} pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) – Audit du projet de raccordement du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt à l'Opérateur National de Paye (ONP). – Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) – Audits 2013 - audits de conformité de l'utilisation des crédits du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural (CASDAR) par les organismes bénéficiaires (programmes 775 et 776 - crédits 2011 et crédits 2008) – Audits CMAI 2013 - Audit de l'office pour le développement agricole de la Corse (ODARC) 	32
Pêche	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS 	54
Santé et protection des animaux et des végétaux	<ul style="list-style-type: none"> – Audits 2010 - Gestion des foyers d'organismes nuisibles – Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaines végétal et animal) – Audits sanitaires 2012 - Suites données aux inspections (domaines végétal et animal) – État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants et des financements correspondants, dans la perspective de l'arrêt des financements en 2013 – Audits CMAI 2013 - Mise en place des inspections Paquet hygiène dans le domaine de la production primaire végétale 	9
Total		129

RÉPARTITION DES RAPPORTS D'AUDIT PAR DOMAINE DE COMPÉTENCE



Liste des rapports d'audit rendus en 2013

(répartis par domaine de compétence)

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11033-11	Suites données à l'audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de prime à la brebis dans le département de la Haute-Loire	03/09/2013	Audit
11013-11	Suites données à l'audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides PAC (SIGC) dans le département de l'Isère	29/08/2013	Audit
12050-07	Suivi des suites données à l'audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de primes ovines dans le département du Puy-de-Dôme (campagne 2010)	28/05/2013	Audit
12050-04	Suivi des suites données aux recommandations émises par l'audit de la mise en œuvre et du contrôle de l'identification ovine et caprine et des modalités de traitement des demandes de prime à la brebis dans le département du Tarn	27/02/2013	Audit
12051-04	Suites données à l'audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le Département de l'Oise	04/10/2013	Audit
12052-03	Suites de l'audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'établissement de l'élevage (EdE) de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (pour ses missions d'identification des animaux)	15/10/2013	Audit
13053-01	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit du suivi et du contrôle de l'identification des ovins et caprins et du traitement des aides aux ovins et des aides aux caprins dans le département de l'Allier	19/07/2013	Audit
13053-02	Suivi des suites données à la mission d'audit sur le contrôle de l'identification des ovins et caprins et le traitement des aides aux ovins et des aides aux caprins dans le département de l'Aveyron	12/11/2013	Audit
13053-04	Suivi des suites données aux recommandations émises par l'audit du suivi et du contrôle de l'identification des ovins et caprins et du traitement des aides aux ovins et des aides aux caprins dans le département des Deux-Sèvres	13/12/2013	Audit
13054-05	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département des Yvelines	02/07/2013	Audit
13055-01	Suivi des suites données aux recommandations figurant dans le rapport d'audit n°11034-01 relatif à la tutelle, l'organisation et le fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental Ardennes-Marne (pour ses missions d'identification des an	01/07/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12145-01	Audit des contrôles officiels menés par les agents de la DDCSPP des Deux-Sèvres sur les processus mis en place par les exploitants d'abattoirs de bovins pour prévenir le risque Escherichia coli STEC (shigatoxin producing E.coli)	23/07/2013	Audit
12145-02	Audit des contrôles officiels menés par les agents de la DDCSPP de l'Orne sur les processus mis en place par les exploitants d'abattoirs de bovins pour prévenir le risque Escherichia coli STEC (shigatoxin producing E.coli)	16/09/2013	Audit
12145-03	Audit des contrôles officiels menés par les agents de la DDCSPP de la Marne sur les processus mis - en place par les exploitants d'abattoirs de bovins pour prévenir le risque Escherichia coli STEC (shigatoxin producing E.coli)	12/09/2013	Audit
12145-04	Audit des contrôles officiels menés par les agents de la DDCSPP de l'Allier sur les processus mis en place par les exploitants d'abattoirs de bovins pour prévenir le risque Escherichia coli STEC (shigatoxin producing E.coli)	25/09/2013	Audit
12145-05	Audit des contrôles officiels menés par les agents de la DDPP du Finistère sur les processus mis en place par les exploitants d'abattoirs de bovins pour prévenir le risque Escherichia coli STEC (shigatoxin producing E.coli)	03/10/2013	Audit
12145-06	Audit des contrôles officiels menés par les agents de la DDCSPP de Dordogne sur les processus mis en place par les exploitants d'abattoirs de bovins pour prévenir le risque Escherichia coli STEC (shigatoxin producing E.coli)	13/12/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13025-01	Audit de la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité dans le département des Alpes-Maritimes	21/11/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12058	Audit des risques de double financement FEADER-FEDER	19/07/2013	Audit
1863-01	Rapport de mission concernant le fonds européen pour la pêche - mesures nationales - organisme intermédiaire FranceAgriMer (ex Ofimer)	02/01/2013	Inspection

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11069-03	Audit de la mise en œuvre par les services déconcentrés de l'État de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le Département de la Charente	30/01/2013	Audit
11069-05	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention - des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Corrèze	21/01/2013	Audit
11069-09	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Vienne	22/07/2013	Audit
11083-04	Audit de la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité dans le département des Pyrénées-Atlantiques	18/01/2013	Audit
11083-05	Audit des services chargés de mettre en œuvre les politiques dans le domaine de l'eau et de la biodiversité dans le département de la Somme	05/08/2013	Audit
12102-04	Audit de la mise en œuvre de la politique et de la police de l'eau et de la biodiversité dans le département de la Haute-Garonne	03/10/2013	Audit
12102-06	Audit de la mise en œuvre de la politique et de la police de l'eau et de la biodiversité dans le département de la Marne	20/12/2013	Audit
12102-02	Audit de la mise en œuvre des politiques Audit de la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la biodiversité de l'eau et de la biodiversité dans le département des Bouches-du-Rhône	18/10/2013	Audit
12102-03	Audits thématique sur la mise en œuvre de la politique de l'eau et de la biodiversité dans le département de l'Eure	28/06/2013	Audit
12105-08	Risques naturels et hydrauliques dans le département du Gard - Suivi des recommandations de l'audit de 2009	24/05/2013	Audit
12105-01	Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels dans le département du Cantal	01/02/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12106	Mission de suivi des recommandations du rapport CGAAER n° 1304-09-01 « Audit partenarial du dispositif de fiabilisation du processus comptable et financier concernant les analyses vétérinaires »	104/04/2013	Audit
11065-12	Audits de chambres d'agriculture - bilan 2008 à 2012	27/03/2013	Audit
13045	Audit de l'Office pour le développement agricole et rural de la Corse en tant qu'organisme payeur	31/05/2013	Audit
11065-08	Audit de la chambre d'agriculture interdépartementale d'Île-de-France	17/01/2013	Audit
12096-99	Rapport de synthèse prévisionnel concernant l'intervention 'coordination' 'Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - Coordination de la mission 12096	22/04/2013	Audit
12013-02	Rapport relatif au programme de développement agricole 2010 de l'ITAVI Audit de conformité de l'utilisation des crédits CASDAR	07/02/2013	Audit
11036-06	Contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale développement agricole et rural. Programme de développement agricole 2009 de la région Bretagne	22/01/2013	Audit
12013-04	Rapport relatif au contrôle des organismes bénéficiaires des subventions financées par le compte d'affectation spéciale développement agricole et rural. Programme de développement agricole de la région Rhône-Alpes de l'année 2010	11/10/2013	Audit
12096-06	Audit de l'organisation et du fonctionnement de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations des Deux-Sèvres	04/03/2013	Audit
12027-99	Audit de la mission déléguée aux EdE, en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	10/07/2013	Audit
12028	Les prestations de service réalisées par les établissements du réseau des chambres d'agriculture : premier état des pratiques et des coûts au regard des tarifs pratiqués	28/03/2013	Audit
12033-02	Audit de la Chambre régionale d'agriculture de Rhône-Alpes	27/02/2013	Audit
12033-03	Audit de la chambre d'agriculture de la Drôme	27/11/2013	Audit
12033-05	Audit de la chambre d'agriculture de la Loire	16/07/2013	Audit
12031-99	Audit du déploiement du contrôle interne comptable en DRAAF	19/02/2013	Audit
12097-99	Rapport d'élaboration du référentiel concernant la mission cadre 'Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2 ^{ème} pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA)	16/09/2013	Audit
12121	Audit du projet de raccordement du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt à l'Opérateur national de paye	27/03/2013	Audit
12027-01	Audit de la mission déléguée à l'EdE de l'Allier en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	17/01/2013	Audit
12027-04	Audit de la mission déléguée à l'EdE de la Corrèze en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la base de données nationale d'identification (BDNI)	29/01/2013	Audit
12027-06	Audit de la mission déléguée à l'EdE de la Dordogne en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la base de données nationale d'identification (BDNI)	29/01/2013	Audit
12027-07	Audit de la mission déléguée à l'EdE de la Loire en matière d'enregistrement des mouvements de bovins en lien avec la base de données nationale d'identification (BDNI)	27/03/2013	Audit
12027-08	Audit de la mission déléguée à l'EdE de la Nièvre en matière d'enregistrement des mouvements de bovins en lien avec la gestion de la base de données nationale d'identification (BDNI)	25/03/2013	Audit
12027-10	Audit de la mission déléguée à l'EdE des Pyrénées-Atlantiques en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la base de données nationale d'identification (BDNI)	29/01/2013	Audit
12027-11	Audit de la mission déléguée à l'EdE de Saône-et-Loire en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)	19/03/2013	Audit
12027-12	Audit de la mission déléguée à l'EdE de la Haute-Vienne en matière d'enregistrement des mouvements de bovins, en lien avec la gestion de la base de données nationale d'identification (BDNI)	29/01/2013	Audit
12096-05	Audit de l'organisation et du fonctionnement de la direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Orientales	25/02/2013	Audit
12096-04	Audit d'accompagnement de la direction départementale des territoires du Doubs	08/03/2013	Audit
12144-02	Rapport de mission concernant le fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées - Pays de Loire	24/06/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13013-01	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche Aquitaine - Dossier N° 904-32681	08/11/2013	Audit
13013-02	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Aquitaine - Dossier N° 904-35236	08/11/2013	Audit
13013-03	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Aquitaine - Dossier N° 904-36055	08/11/2013	Audit
13013-04	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Auvergne - Dossier N° 904-37025	08/11/2013	Audit
13013-05	Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Basse-Normandie - Dossier N° 904-37291	08/11/2013	Audit
13013-06	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Basse-Normandie - Dossier N° 904-37524	08/11/2013	Audit
13013-07	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier n° 904-30209	08/11/2013	Audit
13013-08	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-31486	08/11/2013	Audit
13013-09	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-31617	08/11/2013	Audit
13013-10	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-32937	08/11/2013	Audit
13013-11	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-33400	08/11/2013	Audit
13013-12	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-34060	08/11/2013	Audit
13013-13	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-34543	08/11/2013	Audit
13013-14	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-34945	08/11/2013	Audit
13013-15	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-35445	08/11/2013	Audit
13013-16	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-35595	08/11/2013	Audit
13013-17	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-35629	08/11/2013	Audit
13013-18	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-35644	08/11/2013	Audit
13013-19	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-35689	08/11/2013	Audit
13013-20	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-36032	08/11/2013	Audit
13013-21	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Bretagne - Dossier N° 904-37435	08/11/2013	Audit
13013-22	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Franche-Comté - Dossier N° 904-36799	08/11/2013	Audit
13013-23	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Haute-Normandie - Dossier N° 904-32163	08/11/2013	Audit
13013-24	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Haute-Normandie - Dossier N° 904-33602	08/11/2013	Audit
13013-25	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Haute-Normandie - Dossier N° 904-36293	08/11/2013	Audit
13013-26	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Lorraine - Dossier N° 904-34955	08/11/2013	Audit
13013-27	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Nord-Pas-de-Calais - Dossier N° 904-32147	08/11/2013	Audit

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13013-28	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-32226	08/11/2013	Audit
13013-29	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-33411	08/11/2013	Audit
13013-30	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-34807	08/11/2013	Audit
13013-31	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-35256	08/11/2013	Audit
13013-32	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-35488	08/11/2013	Audit
13013-33	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-36598	08/11/2013	Audit
13013-34	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-34443	08/11/2013	Audit
13013-35	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-35442	08/11/2013	Audit
13013-36	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-35862	08/11/2013	Audit
13013-37	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-36720	08/11/2013	Audit
13013-38	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-30959	08/11/2013	Audit
13013-39	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-31115	08/11/2013	Audit
13013-40	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-32923	08/11/2013	Audit
13013-41	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-34202	08/11/2013	Audit
13013-42	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-34404	08/11/2013	Audit
13013-43	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-36305	08/11/2013	Audit
13013-44	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-36316	08/11/2013	Audit
13013-45	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-36422	08/11/2013	Audit
13013-46	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-37096	08/11/2013	Audit
13013-47	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Rhône-Alpes - Dossier N° 904-35308	08/11/2013	Audit
13013-48	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Rhône-Alpes - Dossier N° 904-33345	08/11/2013	Audit
13013-49	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Volet central - Dossier N° 904-30589	08/11/2013	Audit
13013-50	Rapport de contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Volet central - Dossier N° 904-31082	08/11/2013	Audit
13013-51	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Volet central - Dossier N° 904-31854	08/11/2013	Audit
13013-52	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Volet central - Dossier N° 904-33108	08/11/2013	Audit
13013-53	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Volet central - Dossier N° 904-34050	08/11/2013	Audit
13013-54	Rapport de Contrôle des opérations cofinancées par le Fonds européen pour la pêche - Volet central - Dossier N° 904-35376	08/11/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12128-99	Évaluation du dispositif d'identification électronique des petits ruminants et de son impact en 2013	10/10/2013	Audit
10212-99	Audit de gestion de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux	19/02/2013	Audit
12019-99	Audit portant sur les suites données aux inspections réalisées par les services de contrôle sanitaire vétérinaire et phytosanitaire.	27/02/2013	Audit
12018-15	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la protection des populations de la Loire-Atlantique (DDPP 44)	18/01/2013	Audit
12018-17	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers d'animaux et de produits d'origine animale - Direction départementale de la protection des populations des Côtes-d'Armor (22)	15/03/2013	Audit
12018-04	Audit portant sur la certification pour les exportations vers les pays tiers dans le domaine phytosanitaire -DRAAF/SRAL Bretagne	07/03/2013	Audit
13050-01	Audit sur la mise en place des inspections « paquet hygiène » dans le domaine de la production primaire végétale conduit en région Lorraine du 22 au 24 mai 2013	03/10/2013	Audit
13050-02	Audit sur la mise en place des inspections « paquet hygiène » dans le domaine de la production primaire végétale conduit en région Poitou-Charentes du 04 au 07 juin 2013	19/11/2013	Audit

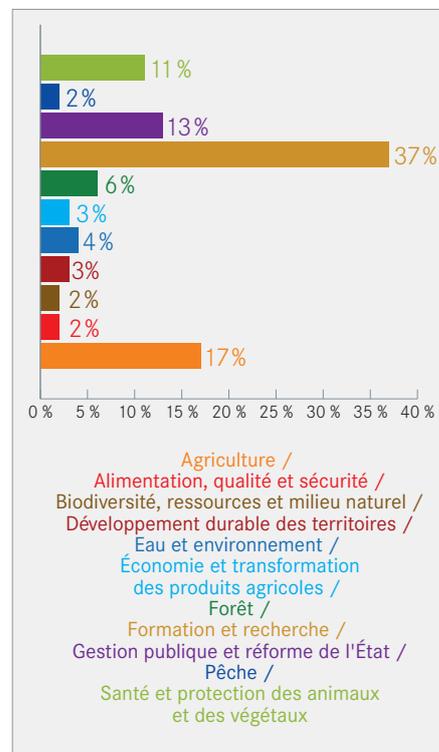
Les rapports des missions temporaires remis en 2013

110 rapports de conseil, d'expertise, d'évaluation, d'étude, de formation, d'inspection et d'appui (hors missions d'audits) ont été rendus en 2013.

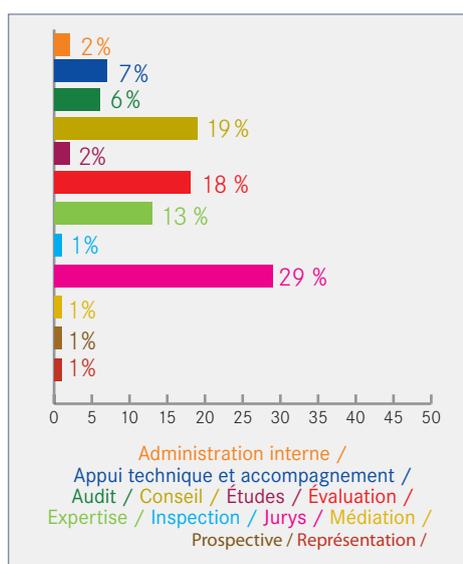
RÉPARTITION DU NOMBRE DE RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR DOMAINE

Domaine de compétence	National	Outre-mer	Europe	International	Total
Agriculture	16	2	0	1	19
Pêche	2	0	0	0	2
Forêt	7	0	0	0	7
Développement durable des territoires	3	0	0	0	3
Formation et recherche	41	0	0	0	41 *
Alimentation, qualité et sécurité	1	0	0	1	2
Santé et protection des animaux et des végétaux	7	1	1	3	12
Eau et environnement	4	0	1	0	5
Biodiversité, ressources et milieu naturel	2	0	0	0	2
Économie et transformation des produits agricoles	3	0	0	0	3
Gestion publique et réforme de l'État	13	0	1	0	14
Total	99	3	3	5	110

* Comme l'année dernière, ce nombre élevé s'explique par les jurys de dépréciation



RÉPARTITION DU NOMBRE DE RAPPORTS DES MISSIONS TEMPORAIRES CLASSÉS PAR MÉTIER



Métier	Rapports
Administration interne	2
Appui technique et accompagnement	8
Audit	7
Conseil	20
Études	2
Évaluation	19
Expertise	15
Inspection	1
Jurys	33
Médiation	1
Prospective	1
Représentation	1
Total	110

Liste des rapports des missions temporaires rendus par le CGAAER en 2013

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12130-01	Mission d'expertise et de conseil sur les cas d'agriculteurs n'ayant pu bénéficier de la revalorisation de leurs DPU suite au bilan de santé de la PAC	17/06/2013	Conseil
11058	Note de synthèse à propos de l'actualisation de la redevance de pâturage en Pays Quint	18/02/2013	Expertise
12064	Évaluation des mesures prises dans le cadre de la Loi d'orientation agricole de 2006 pour faciliter la transmission des exploitations agricoles et le financement des facteurs de production par des capitaux extérieurs	07/05/2013	Évaluation
13074	Compte Rendu de la mission de médiation sur l'élaboration d'accords interprofessionnels relatifs au Certificat d'Obtention végétale (COV)	27/08/2013	Médiation
12095	Mission de suivi des demandes d'homologation des digestats issus de méthanisation agricole, notamment en Bretagne	25/01/2013	Conseil
12112	Rapport sur le bilan du plan de développement de l'agriculture biologique 2008-2012	14/05/2013	Évaluation
12085	Évaluation in itinere du Plan de performance énergétique 2009-2013	07/03/2013	Évaluation
12155	Commission interrégionale des abattoirs - Retour d'expériences	30/12/2013	Appui technique et accompagnement
12119	Les outils financiers de portage des terres agricoles pour favoriser la transmission et l'installation dans la perspective de la transposition de la directive AIFM	08/02/2013	Conseil
12154	Conservation des ressources phytogénétiques	18/06/2013	Conseil
13019-01	Rapport intermédiaire : Préparation d'un plan relatif à une meilleure substitution des engrais minéraux azotés par des engrais d'origine organique et une meilleure utilisation de l'azote en agriculture.	26/03/2013	Conseil
13099	Rapport sur l'évaluation, au titre de la mise en œuvre du programme 122, des dommages causés aux biens non assurables des collectivités territoriales par les intempéries ayant frappé le sud-ouest de la France les 19, 20 et 21 octobre 2013 ???	11/10/2013	Expertise
13064	Note de situation sur le Plan Banane Durable N°1	15/05/2013	Audit
13063	Note de clôture - Atelier «agro-écologie» dans le cadre de la «semaine verte» franco-algérien (du 8 au 11 avril 2013)	17/05/2013	Appui technique et accompagnement
13086	Le bilan du plan d'amplification 2010-2013 en faveur de l'agriculture Corse, opportunité et conditions d'un nouveau plan	02/10/2013	Évaluation
12130	Mission d'expertise et de conseil sur les cas d'agriculteurs n'ayant pu bénéficier de la revalorisation de leurs DPU suite au bilan de santé de la PAC	17/06/2013	Conseil
13019	Plan d'action relatif à une meilleure utilisation de - l'azote en agriculture	30/07/2013	Conseil
13112	Appui à la structuration de la filière « œufs »	13/11/2013	Appui technique et accompagnement
13116	Pré-rapport« Accompagnement de la Chambre d'Agriculture de Guyane dans l'élaboration d'un plan de restructuration de sa dette et examen des conditions préalables à l'élaboration d'un PDAR »	19/11/2013	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12107	Un cadre pour conduire une politique de santé animale dans la filière aquacole	11/10/2013	Conseil
13071-01	Quality Programme Phase 3: Further strengthening of quality management, capabilities and infrastructure in Lebanon (du 7 au 13 avril 2013)	22/04/2013	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12101	Articulation des Plans Grands Fleuves avec les futurs plans de gestion des risques d'inondations	15/01/2013	Conseil
12068	Audit du Parc National des Écrins	21/03/2013	Audit

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11131	La France et ses campagnes 2025-2050 - Regards croisés filières et territoires	30/09/2013	Prospective
11108	Le canal des Alpes Septentrionales	13/02/2013	Expertise
12076	Évaluation du protocole technique d'intervention sur les spécimens de loups dans le cadre du plan d'action national sur le loup 2008/2012	24/01/2013	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
12079	Mission de parangonnage (Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Italie, Angleterre) des mesures agri-environnementales à enjeu eau	06/09/2013	Études
13042-01	Évaluation de la politique de l'eau - Rapport d'analyse	17/09/2013	Évaluation
13075	Mission d'évaluation du plan polychlorobiphényles - Tome 1	07/11/2013	Évaluation
13042-02	Évaluation de la politique de l'eau - Quelles orientations pour faire évoluer la politique de l'eau ?	24/09/2013	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13032	Les relations commerciales dans les filières agroalimentaires	23/04/2013	Conseil
13066	Fiscalité des biocarburants	18/07/2013	Conseil
13091	Création d'un fonds d'investissement agroalimentaire	01/08/2013	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
11150	Mission complémentaire de suivi du rapport n° 10151 « Filières et entreprises de la trituration du bois en France »	04/03/2013	Administration interne
12115	Des orientations régionales forestières au Schéma régional de la forêt et du bois	18/04/2013	Évaluation
12053-00	Rédaction d'un manuel pratique présentant les dispositions pénales du code forestier	25/11/2013	Conseil
12098	Refonder l'opération « À l'École de la Forêt »	13/02/2013	Évaluation
12078	Évaluation du volet mobilisation des bois chablis - Plan de solidarité nationale consécutif à la tempête Klaus du 24 janvier 2009	11/12/2013	Évaluation
12163	Vers une filière intégrée de la forêt et du bois	07/05/2013	Conseil
11073-00	Accompagnement de la création d'un boisement Accompagnement de la création d'un boisement - au Nord-Ouest de Paris au Nord-Ouest de Paris - sur la plaine de Bessancourt et Pierrelaye (Val d'Oise)	22/11/2013	Conseil

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13002-55	Concours réservé CAPESA Option Biologie - Écologie - Session 2013	28/10/2013	Jurys
13004-57	Concours réservé PLPA section Productions spécialisées Option C - Hippologie - Session 2013	18/09/2013	Jurys
11122	Rapport d'évaluation du 5 ^{ème} schéma prévisionnel national des formations de l'enseignement agricole	28/06/2013	Évaluation
12123	École nationale supérieure de paysage de Versailles Antenne de Marseille	18/02/2013	Conseil
12043	Le programme national de développement agricole et rural 2014-2020 - Propositions : objectifs, architecture, pilotage	17/01/2013	Évaluation
12045	Rapport des exploitations innovantes dans les établissements d'enseignement agricole public : un atout pour la formation des futurs agriculteurs	05/04/2013	Conseil
13004-58	Concours de déprécarisation PLPA section STAEAH (Sciences et techniques des agroéquipements et des équipements des aménagements hydrauliques): Option Agroéquipements - Session 2013	28/10/2013	Jurys
12001-03	Brevet de technicien supérieur agricole Option ACSE Analyse et conduite des systèmes d'exploitation	14/01/2013	Jurys
12001-06	Brevet de technicien supérieur agricole Aménagements Paysagers	22/01/2013	Jurys
12001-16	Brevet de technicien supérieur agricole Option DARC Développement de l'Agriculture des Régions Chaudes - Session 2012	10/01/2013	Jurys
12001-08	Brevet de Technicien Supérieur Agricole Gestion Forestière Session 2012	07/03/2013	Jurys
12001-10	Brevet de Technicien Supérieur Agricole Option « Gestion et Protection de la Nature » Session 2012	07/06/2013	Jurys
12001-11	Brevet de Technicien Supérieur Agricole Option « Gestion et Maîtrise de l'Eau »	23/04/2013	Jurys
12001-12	Brevet de technicien supérieur agricole analyses agricoles biologiques et biotechnologiques (ANABIOTEC)	10/01/2013	Jurys
12001-13	Brevet de technicien supérieur agricole sciences et technologies des produits alimentaires	10/01/2013	Jurys
12073	Évaluation du système national d'appui à l'enseignement technique agricole	25/01/2013	Audit
12126	Audit de l'école nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA)	27/05/2013	Audit
13001-13	Brevet de Technicien Supérieur Agricole - sciences et technologies des aliments - Session 2013	16/09/2013	Jurys
13004-09	Concours interne et externe PLPA/ 4 ^{ème} catégorie - section STAEAH (Sciences et Techniques des Agroéquipements et des Équipements des Aménagements Hydrauliques) Option Agroéquipements - Session 2013	28/10/2013	Jurys
13031	La formation des ingénieurs forestiers	28/06/2013	Conseil
13004-59	Concours réservés Corps PLPA et PCEA Section Sciences Économiques et Sociale et Gestion Options - A : sciences économiques et gestion de l'entreprise - B : Sciences économiques et gestion commerciale - C : Sciences économiques et gestion de l'environnement	26/09/2013	Jurys
11084-02	La situation d'AgroCampus Ouest au regard de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	28/02/2013	Audit
13002-54	Concours réservé de recrutement de professeurs certifiés de l'enseignement agricole Spécialité « Physique-Chimie »	26/07/2013	Jurys
13002-51	Concours réservé CAPESA section langues vivantes (anglais, allemand, espagnol)	28/06/2013	Jurys
13002-52	Concours réservé spécialité PCEA histoire-géographie	02/10/2013	Jurys
13004-51	Concours réservé spécialité PLPA lettres-histoire - Session 2013	02/10/2013	Jurys
13002-53	Concours réservé spécialité PCEA lettres modernes - Session 2013	15/07/2013	Jurys
13004-52	Concours réservé spécialité PLPA lettres-anglais - session 2013	15/07/2013	Jurys
13004-54	Concours réservé Professeur de Lycée Professionnel Agricole Spécialité « Mathématiques-Physique Chimie » - Session 2014	22/07/2013	Jurys
13004-53	Concours réservé spécialité PLPA lettres-espagnol - Session 2014	15/07/2013	Jurys
13004-56	Concours réservé PLPA - Section Ingénierie de Formation Professionnelle - Session 2013	02/08/2013	Jurys
13004-55	Concours réservé PLPA session 2013 - Section Chef de travaux - Option Productions animales	03/09/2013	Jurys
13002-56	Concours réservé PCEA section STAEAH (Sciences et Techniques des Agroéquipements et des Équipements des Aménagements Hydrauliques) Option Équipement des Aménagements Hydrauliques - Session 2013	28/10/2013	Jurys
13004-62	Concours réservé PLPA Section Sciences et techniques agronomiques - Option C - Productions horticoles - Session 2013	05/12/2013	Jurys
13004-61	Concours réservé PLPA Section Sciences et techniques agronomiques Option B - Productions végétales - Session 2013	05/12/2013	Jurys
13004-63	Concours réservé PLPA Section Sciences et techniques de la vigne et du vin - Session 2013	05/12/2013	Jurys
13004-65	Concours réservé PLPA Section Sciences et techniques des aménagements de l'espace - Option B : Aménagement forestier - Session 2013	05/12/2013	Jurys

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE (SUITE)

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13004-66	Concours réservé PLPA Section Sciences et techniques des aménagements de l'espace - Option C : Gestion et aménagement des espaces naturels - Session 2013	05/12/2013	Jurys
13004-64	Concours réservé PLPA Section Sciences et techniques des aménagements de l'espace - Option A : Aménagement paysager - Session 2013	05/12/2013	Jurys
13006-51	Concours réservé Conseiller principal d'éducation	05/12/2013	Jurys
13012-01	Concours externe sur titres d'accès au corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement, postes d'ingénieurs forestiers	14/11/2013	Jurys

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13039	Les leçons à tirer pour la DGAL de l'analyse de délégations de missions de service public en France et dans l'Union européenne	31/10/2013	Expertise
11152	Mission complémentaire de suivi : "Mutualisation des fonctions supports dans les EPLEFPA"	19/04/2013	Administration interne
12032-05	La compétitivité agricole du MERCOSUR : le cas des filières d'élevage brésiliennes	29/01/2013	Évaluation
12032-09	Évaluation de la contribution des plans de développement de massif (PDM) aux enjeux et objectifs de la politique forestière nationale	07/05/2013	Évaluation
12032-10	Analyse des facteurs de réussite et des perspectives de développement des circuits courts alimentaires dans leur dimension économique et territoriale en Limousin	17/01/2013	Évaluation
13079	Inspection de la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) de Loire-Atlantique	01/07/2013	Inspection
13020-01	L'OCM viti-vinicole	07/05/2013	Évaluation
13026	Appui à la mise en œuvre d'une politique d'égalité professionnelle réelle entre hommes et femmes à l'Office national des forêts	08/09/2013	Appui technique et accompagnement
13036	La mobilisation interdépartementale et inter-régionale des ressources « métiers » de l'administration territoriale de l'État	29/07/2013	Expertise
13037	Bilan des actions de mutualisation des moyens entre services déconcentrés de l'État	28/08/2013	Expertise
13051	Mission d'expertise auprès de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT) - Cas de l'enseignement agricole	08/10/2013	Appui technique et accompagnement
11166	Auto-évaluation des services vétérinaires français de type PVS	12/03/2013	Audit
13020-02	Influence des régimes de fiscalité de l'entreprise agricole sur les structures de production : une analyse comparée dans 4 pays européens : Allemagne, Danemark, France et Pays-Bas	26/07/2013	Évaluation
13020-03	Étude des marchés dérivés de matières premières agricoles	24/12/2013	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13090-00	Mission sur la filière pêche et produits de la mer de Boulogne-sur-Mer, réalisée à la demande du ministre chargé des transports, de la mer et de la pêche - Rapport intermédiaire sur le diagnostic	24/10/2013	Expertise
13090	Mission sur la filière pêche et produits de la mer de Boulogne-sur-Mer, réalisée à la demande du ministre chargé des transports, de la mer et de la pêche	18/11/2013	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Titre du rapport	Remis le	Métier
13077	Audit du processus d'autorisation de mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques	02/08/2013	Conseil
12162	Mission d'expertise et d'appui technique pour la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation sur les produits phytosanitaires à usage agricole en Nouvelle-Calédonie	29/04/2013	Appui technique et accompagnement
12164	Bilan sanitaire et économique et analyse du dispositif de lutte contre l'agent causal de la maladie de la Sharka	08/11/2013	Conseil
13014	Encadrement des pratiques commerciales pouvant influencer la prescription des antibiotiques vétérinaires	27/05/2013	Conseil
11086-02	Programme d'Appui à la diversification de l'Économie en Algérie (DIVECO) Appui à la DSV pour la mise en place d'un programme algérien de surveillance des contaminants et résidus dans les aliments	16/02/2013	Expertise
13057	Conseiller autrement l'utilisation des pesticides pour produire autrement	19/07/2013	Expertise
13022	Participation du CGAAER au Séminaire sous-régional de l'OIE sur la législation vétérinaire Cotonou (Bénin) - 15 au 17 janvier 2013	18/02/2013	Représentation
13065	La fiscalité des produits phytosanitaires	02/09/2013	Expertise
11071	Note d'étape n°2 sur Les stratégies de lutte contre la tuberculose bovine - Déplacement en Italie	06/05/2013	Études
11112	Rapport sur la maîtrise des pollutions virales pouvant affecter la qualité des coquillages, notamment ceux produits dans l'étang de Thau (Hérault)	04/12/2013	Expertise
12065-04	L'indemnisation des cheptels bovins abattus sur ordre de l'administration	24/10/2013	Appui technique et accompagnement
11081-06	Volet C - Système d'information - Activité C1 : Expertise des données existantes et identification des données à mobiliser et des sources (du 18 au 22 novembre 2013)	26/12/2013	Expertise

Les missions

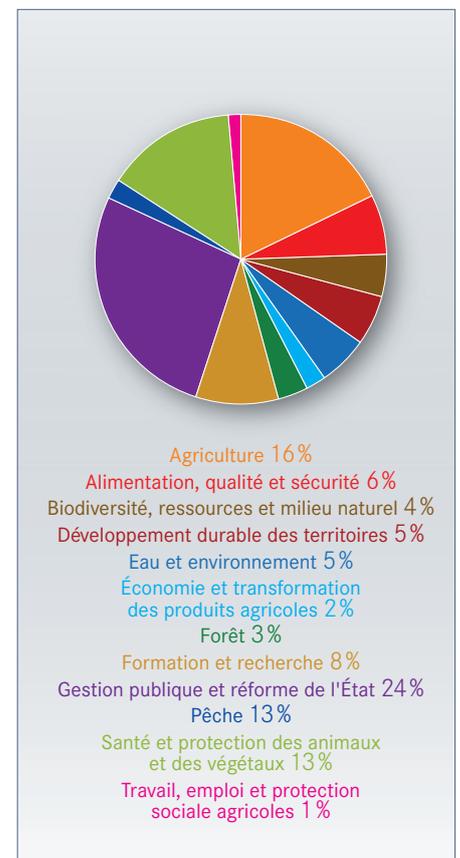
Données générales sur les missions

En 2013 le Conseil général a effectué **501 missions** (226 missions d'audit ou d'inspection et 275 missions à caractère temporaire) sur des sujets très divers.

Domaine	Nombre d'audits	Nombre de missions temporaires	Nombre total
Agriculture	23	59	82
Pêche	59	4	63
Forêt	0	17	17
Développement durable des territoires	2	22	24
Formation et recherche	0	38	38
Travail, emploi et protection sociale agricoles	0	5	5
Alimentation, qualité et sécurité	10	18	28
Santé et protection des animaux et des végétaux	20	44	54
Eau et environnement	15	10	25
Biodiversité, ressources et milieu naturel	16	5	21
Économie et transformation des produits agricoles	11		11
Gestion publique et réforme de l'État	81	41	122
Total	226	275	501

On dénombre également **144 participations** à des jurys d'examen et concours, comme président ou membre de jury.

RÉPARTITION DE L'ENSEMBLE DES MISSIONS PAR DOMAINE



Les missions d'inspection générale et d'audit

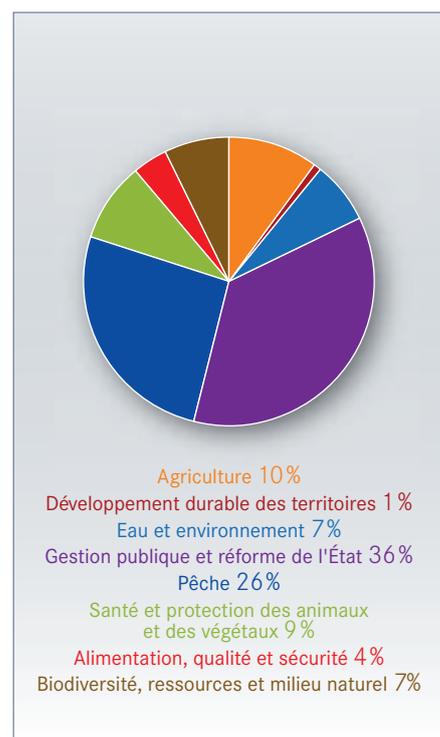
La mission d'inspection générale et d'audit (MIGA) du CGAAER a réalisé 227 missions, nécessitant la désignation de 89 auditeurs et 318 participations de ceux-ci.

RÉPARTITION PAR DOMAINE DES MISSIONS RÉALISÉES EN 2013 PAR LA MIGA

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

- Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 Identification et primes ovines
- Suivi de l'audit 2010 Identification et primes ovines et caprines dans les Hautes-Alpes
- Suivi de l'audit 2010 Identification et primes ovines et caprines dans le Puy-de-Dôme
- Suivi de l'audit 2010 Identification et primes ovines et caprines dans le Tarn
- Audits 2012 : Audits de suivi des missions 2010 - Audit de la mise en œuvre de la conditionnalité des aides
-
- Suivi de l'audit 2010 Mise en œuvre de la conditionnalité des aides dans le département de l'Oise
- Audits 2012 - Audits de suivi des missions 2010 « Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements départementaux de l'élevage (EDE) »
- Suivi de l'audit 2010 Audit de la tutelle, de l'organisation et du fonctionnement de l'Établissement de l'élevage interdépartemental de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Audits 2012 : audit d'analyse des risques de double financement des aides du POSEI et d'autres dispositifs communautaires
- Audit de l'Établissement Régional de l'Élevage (ERE) d'Ile-de-France
- Audit de l'Établissement Régional de l'Élevage (ERE) d'Ile-de-France
- Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Identification et primes animales dans les DOM (mission 11032)
- Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Identification et primes animales dans les DOM (mission 11032) - Coordination
- Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Identification et primes ovines (mission 11033)
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Identification et primes ovines (mission 11033-01) dans l'Allier
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Identification et primes ovines (mission 11033) - Coordination
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Identification et primes ovines (mission 11033-02) dans l'Aveyron
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Identification et primes ovines (mission 11033-01) dans les Deux-Sèvres
- Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Conditionnalité (mission 11013)
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Conditionnalité (mission 11013-01) - dans les Côtes-d'Armor
- Audit de suivi en 2013 des audits 2011 Conditionnalité (mission 11013) - Coordination
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Conditionnalité (mission 11013-04) - dans les Yvelines
- Audit de suivi en 2013 de l'audit 2011 Conditionnalité (mission 11013-05) - dans l'Yonne
- Audits de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) (mission 11034)
- Audit de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) (mission 11034-01) dans les Ardennes-Marne
- Audit de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) (mission 11034) - Coordination
- Audit de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) (mission 11034-02) en Ile-de-France
- Audit de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) (mission 11034-03) - Alliance Élevage Loir et Loire
- Audit de suivi en 2013 des audits 2011 Tutelle, organisation et fonctionnement des établissements de l'élevage (EDE) (mission 11034-04) dans les Vosges
- Audits CMAI 2013 - Audit du fonctionnement des SAFER de métropole dans l'exercice de leur mission de service public
- Audits CMAI 2013 - Audit du fonctionnement des SAFER de métropole dans l'exercice de leur mission de service public
- Audit CSP- audit du dispositif de contrôle sur place des aides surfaciques des premier et second piliers
- Audit CSP - audit du dispositif de contrôle sur place des aides surfaciques des premier et second piliers
- Audit budgétaire et comptable du Plan banane durable n° 1
- Audit budgétaire et comptable du Plan banane durable n° 1

RÉPARTITION DES INTERVENTIONS DE LA MIGA PAR DOMAINE



DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ

- Audits MMAI 2012 - Audit des contrôles officiels menés en abattoirs de boucherie sur les processus mis en place par les responsables d'abattoirs pour prévenir le risque E. coli (STEC)
- Mission d'Audit Ecoli - Département des Deux-Sèvres (79)
- Mission d'Audit Ecoli - Département de l'Orne (61)
- Mission d'Audit Ecoli - Département de la Marne (51)
- Mission d'Audit Ecoli - Département de l'Allier (03)
- Mission d'Audit Ecoli - Département du Finistère (29)
- Mission d'Audit Ecoli - Département de la Dordogne (24)
- Synthèse des missions d'Audit Ecoli
- Audits MMAI 2012 - Audit portant sur l'inspection du plan de maîtrise sanitaire (PMS) dans les établissements de transformation des viandes
- Audit portant sur l'inspection du plan de maîtrise sanitaire (PMS) dans les établissements de transformation des viandes - DDCSPP de l'Ardèche (DDCSPP 07) (réalisé du 15 au 18 juillet 2013)
- Synthèse des Audits portant sur l'inspection du plan de maîtrise sanitaire - (PMS) dans les établissements de transformation des viandes
- Audit portant sur l'inspection du plan de maîtrise sanitaire - (PMS) dans les établissements de transformation des viandes - DDCSPP Corse 2A et 2B ? (DDCPP 2A et 2B ?) - (Mission réalisée du 9 au 13 septembre 2013)

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, RESSOURCES ET MILIEU NATUREL

- Audit de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)
- Audit de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)
- Audits 2013-2014 - Audits de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques
- Audits 2013-2014 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques en Languedoc-Roussillon
- Audits 2013-2014 - Audits de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques - Coordination
- Audits 2013-2014 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques dans le Nord-Pas de Calais
- Audits 2013-2014 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques en Basse Normandie
- Audits 2013-2014 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques en Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Audits 2013-2014 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques à la Réunion reportée à 2014
- Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques en région Pays-de-Loire
- Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques en région Centre
- Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques en Rhône-Alpes
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature dans le département de la Gironde
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature dans le département du Finistère
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature dans le département de l'Eure et Loir
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature dans le département de la Haute-Loire
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature dans le département des Alpes-Maritimes
- Audits 2013 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature- Coordination

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

- Audits 2012 : Audit sur la maîtrise des risques de double financement FEADER/FEDER sur les mesures de l'axe 3
- Audits 2012 : Audit sur la maîtrise des risques de double financement FEADER/FEDER sur les mesures de l'axe 3 - Élaboration du référentiel
- Audits MMAI 2012 - Audit portant sur les suites des contrôles des aides FEADER (hors SIGC)
- MMAI - Audit portant sur les suites des contrôles des aides FEADER (hors SIGC)

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

- Audits 2012 - Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - département des Landes
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - département de l'Eure
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - département de la Haute-Garonne
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - département des Landes
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - département de la Marne
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - département des Bouches du Rhône
- Audits des services chargés de mettre en œuvre la politique de l'eau et de la nature - Coordination
- Audits 2012 - Prévention des risques naturels et hydrauliques
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Cantal
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Gard - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de Haute-Garonne - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Gironde - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Lot-et-Garonne - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Tarn-et-Garonne - suivi des recommandations de l'audit 2009
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département du Finistère - Coordination
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de la Dordogne
- Audits 2012 - Audit de la mise en œuvre de la politique de prévention des risques naturels et hydrauliques dans le département de l'Eure

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

- Audits du CASDAR 2011
- Audit comptable et financier : suivi de l'audit analyses vétérinaires (rapport n°1304-09-01)
- Audit comptable et financier : suivi de l'audit analyses vétérinaires (rapport n°1304-09-01)
- AUDITS 2012 - audits de conformité CASDAR (crédits 2010)
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - ITAVI
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - CETIOM
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - Chambre d'agriculture Rhône Alpes
- Audit des financements accordés en 2010 - AAP projet 7040 lavandes et lavandins CIHEF reporté en 2013
- Audit des financements CASDAR accordés en 2010 - Chambre d'agriculture de la Martinique reporté à 2013
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : fiabilisation des processus : audit des applications Luciole (gestion des bourses) et Indexa (frais de jury et d'exams)
- Audit des applications Luciole (gestion des bourses)
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF - bilan d'étape de la feuille de route ministérielle
- Audits 2012 - Audits comptables et financiers : renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF - Coordination
- Renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF : bilan d'étape de l'application de la feuille de route ministérielle dans le département du Languedoc-Roussillon
- Renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF : bilan d'étape de l'application de la feuille de route ministérielle dans le département Rhône-Alpes
- Renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF : bilan d'étape de l'application de la feuille de route ministérielle dans le département Nord-Pas de Calais
- Renforcement des dispositifs de contrôle interne dans les DRAAF : bilan d'étape de l'application de la feuille de route ministérielle dans le département de la Franche-Comté
- Audits 2012 - audit de fonctionnement des chambres d'agriculture et de développement de la mutualisation par région
- CRA Rhône Alpes
- CDA Drôme
- CDA Loire

- Chambre d'agriculture de la Martinique
- Synthèse CA
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI)
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Cadrage - Le Mans / DDPP et EdE Sarthe (72)
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - Coordination
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) dans l'Allier
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) en Corrèze
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) en Dordogne
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) dans la Loire
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) dans la Nièvre
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) dans les Pyrénées-Atlantiques
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) en Saône-et-Loire
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) en Haute-Vienne
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - DRAAF Bourgogne
- Audits 2012 - Audit de la Base de Données Nationale d'Identification (BDNI) - CMRE Centre Informatique 01250 Ceyzériat
- Audits 2012 - Circuit interne de la chaîne de dépense DGER
- Audits 2012 - Circuit interne de la chaîne de dépense DGER - Élaboration du référentiel
- Audits 2012 - Circuit interne de la chaîne de dépense DGER - Coordination
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) 2012 - 2013
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDT de la Creuse
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - Coordination
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDT du Doubs
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDCSPP des Deux-Sèvres
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDPP des Pyrénées-Orientales
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDT de la Moselle
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDPP du Puy de Dôme
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDCSPP de la Creuse
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDPP de la Vendée (85)
- Audit de l'organisation et du fonctionnement des directions départementales interministérielles (DDI) - DDTM des Côtes d'Armor
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA)
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs - DJA » Synthèse
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) - DDT 12 Aveyron-Rodez
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) -DRAAF Basse-Normandie-Caen
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) - DDTM 14 Calvados Caen
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) - DDT 25 Doubs-Besançon
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) - DRAAF Bretagne - Rennes
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) - DDTM 35 Ile-et-Vilaine - Rennes
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du 2ème pilier de la PAC - exemple de la mesure 112 (aides à l'installation : DJA) - DRAAF Lorraine-Metz
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs - DJA » - DDT 57 Moselle - Metz
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs - DJA » DRAAF Nord - Lille
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs - DJA » DDTM Nord Lille
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs - DJA » - DDT 67 Bas-Rhin Strasbourg
- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) - exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs - DJA » - DDT 72 Sarthe - Le Mans

- Audit du dispositif de contrôle interne pour la revue des dossiers des aides du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC) – exemple de la mesure 112 « aides à l'installation : Dotations Jeunes Agriculteurs – DJA » – DRAAF Pays-de-Loire - Nantes
- Audit du projet de raccordement du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt à l'Opérateur National de Paye (ONP)
- Audit du projet de raccordement du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt à l'Opérateur National de Paye (ONP)
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC)
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) : Pays de Loire
- Audits 2012 dans le cadre de la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) : mission de suivi PACA
- AUDITS 2013 - audits de conformité de l'utilisation des crédits du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural (CASDAR) par les organismes bénéficiaires (programmes 775 et 776 - crédits 2011 et crédits 2008)
- Audits de conformité CASDAR - crédits 2011 - programme 775 Développement et transfert en agriculture - Chambre régionale des Pays de Loire
- Audits de conformité CASDAR - crédits 2011 - programme 775 Développement et transfert en agriculture - APCA
- Audits de conformité CASDAR - crédits 2011 - programme 776 Recherche appliquée et innovation en agriculture - ACTA
- Audits de conformité CASDAR - crédits 2011 - programme 776 Recherche appliquée et innovation en agriculture - CTIFL
- Audits de conformité CASDAR - crédits 2011 - programme 776 Recherche appliquée et innovation en agriculture - AAP n° 8040 CTIFL maintien des bioagresseurs telluriques pour la gestion des systèmes de culture; utilisation de pratiques améliorantes en culture
- Audits de conformité CASDAR - crédits 2011 - programme 776 Recherche appliquée et innovation en agriculture - AAP n° 7094 CIHEF lavandes et lavandins
- Audits 2013 de conformité de l'utilisation des crédits du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural (CASDAR) par les organismes bénéficiaires (programmes 775 et 776 - crédits 2011 et crédits 2008)
- Audits CMAI 2013 - Audit de l'office pour le développement agricole de la Corse (ODARC)
- Audits CMAI 2013 - Audit de l'office pour le développement agricole de la Corse (ODARC)
- Audits 2013 - Suivi des recommandations des audits chambres d'agricultures réalisés de 2008 à 2012
- Audits 2013 - Suivi des recommandations des audits chambres d'agricultures réalisés de 2008 à 2012 : CDA Vienne
- Audits 2013 - Suivi des recommandations des audits chambres d'agricultures réalisés de 2008 à 2012 : CRA Languedoc-Roussillon
- Audits 2013 - Suivi des recommandations des audits chambres d'agricultures réalisés de 2008 à 2012 : CDA Lozère
- Audits 2013 - Suivi des recommandations des audits chambres d'agricultures réalisés de 2008 à 2012: CDA Aveyron
- Audits 2013 - Suivi des recommandations des audits chambres d'agricultures réalisés de 2008 à 2012 : CDA Hautes-Pyrénées
- Audits 2013 - Audits comptables et financiers
- Audit des dispositifs de contrôle interne comptable et financier à FranceAgriMer (FAM)
- Audit comptable et financier du Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques (MontpellierSupAgro)
- Audits 2013 - Audits comptables et financiers - Coordination
- Audit du dispositif de contrôle interne comptable (CIC) mis en place par les services du ministère pour la sécurisation du paiement des subventions pour charges de service public (SCSP) aux opérateurs de la mission Agriculture, alimentation, forêt et affa
- Audits MMAI 2013 - Audit d'agrément de l'ODEADOM et de l'ASP en tant qu'OP pour le versement des aides POSEI à Mayotte
- Audits MMAI 2013 - Audit d'agrément de l'ODEADOM et de l'ASP en tant qu'OP pour le versement des aides POSEI à Mayotte
- Audits CMAI 2013 - Audits portant sur la délégation de service public « installation » dans les chambres d'agriculture
- Audits de la délégation de service public « installation » à la chambre d'agriculture de l'Aube
- Audits de la délégation de service public « installation » à la chambre d'agriculture de Haute-Loire
- Audits de la délégation de service public « installation » à la chambre d'agriculture de la Manche
- Audits de la délégation de service public « installation » à la chambre d'agriculture de la Vendée
- Synthèse des audits de la délégation de service public « installation » à la chambre d'agriculture

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

- Contrôles d'opérations du Fonds Européen pour la Pêche sélectionnées par la CICC et effectués selon ses instructions par le CGAAER, au titre de l'année 2012
- Contrôles d'opérations du Fonds Européen pour la Pêche sélectionnés par la CICC et effectués selon ses instructions par le CGAAER, au titre de l'année 2012 - Coordination
- Contrôle de 49 opérations cofinancées par le Fonds européen de la pêche, à effectuer par le CGAAER, sur les 55 de l'échantillon statistique 2012 (suite de la mission n°3012)
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Auvergne - Dossier N° 904-37025
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Aquitaine - Dossier N° 904-36055
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Aquitaine - Dossier N° 904-32681
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Aquitaine - Dossier N° 904-35236
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Basse-Normandie - Dossier N° 904-37291
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Basse-Normandie - Dossier N° 904-37524
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - dossier n° 904-30209
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-31486
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-31617
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-32937
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-33400
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-34060
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-34543
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-34945
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-35445
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-35595
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-35629
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-35644
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-35689
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-36032
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Bretagne - Dossier N° 904-37435
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Franche-Comté - Dossier N° 904-36799
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Haute-Normandie - Dossier N° 904-32163
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Haute-Normandie - Dossier N° 904-33602
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Haute-Normandie - Dossier N° 904-36293
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Lorraine - Dossier N° 904-34955
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Nord-Pas-de-Calais - Dossier N° 904-32147
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-32226
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-33411
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-34807
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-35256
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-35488
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Pays-de-la-Loire - Dossier N° 904-36598
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-34443
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-35442
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-35862
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Poitou-Charentes - Dossier N° 904-36720
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-30959
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-31115
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-32923
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-34202
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-34404
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-36305

- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-36316
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-36422
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Provence-Alpes-Côte d'Azur - Dossier N° 904-37096
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Rhône-Alpes - Dossier N° 904-35308
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Rhône-Alpes - Dossier N° 904-33345
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Volet central - Dossier N° 904-30589
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Volet central - Dossier N° 904-31082
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Volet central - Dossier N° 904-31854
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Volet central - Dossier N° 904-33108
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Volet central - Dossier N° 904-34050
- Audits 2013 - contrôle des opérations co-financées par le FEP, dans le cadre de la CICC-FS - Volet central - Dossier N° 904-35376
- Audits 2013 - Programme 2013 d'audits du système de gestion et de contrôle du fonds européen pour la pêche, effectués par la CICC avec le concours du CGAAER, mesures déconcentrées.
- Rapport de mission concernant le Fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées Basse-Normandie
- Rapport de mission concernant le Fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées Poitou-Charentes
- Rapport de mission concernant le Fonds européen pour la pêche - Mesures déconcentrées Haute-Normandie

SANTÉ ET PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

- Audits 2010 - Gestion des foyers d'organismes nuisibles
- Audits 2010 - Gestion des foyers d'organismes nuisibles - Coordination
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaines végétal et animal)
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Loire-Atlantique (44) Nantes
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine vétérinaire) - DDPP Côtes d'Armor (22) Saint-Brieuc
- Audits sanitaires 2012 - Certification à l'export (domaine phytosanitaire) - DRAAF/SRAL Bretagne
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants et des financements correspondants, dans la perspective de l'arrêt des financements en 2013
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants et des financements correspondants, dans la perspective de l'arrêt des financements en 2013
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDCSPP 12
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - ERE PACA DRAAF SRAL 13
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDCSPP 17
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDCSPP 26
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - Marché moutons 43
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - Centre rassemblement 49
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - COBEVIM 52
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDPP EDE 64
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDCSPP 51
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDPP 79
- État de la mise en œuvre du dispositif d'identification électronique des petits ruminants - DDCSPP 78
- Audits CMAI 2013 - Mise en place des inspections Paquet hygiène dans le domaine de la production primaire végétale
- Audits CMAI 2013 - Audit sur la mise en place des inspections « paquet hygiène » dans le domaine de la production primaire végétale conduit en région Lorraine (Metz - DRAAF/SRAL Lorraine)
- Audits CMAI 2013 - Audit sur la mise en place des inspections « paquet hygiène » dans le domaine de la production primaire végétale conduit en région Poitou-Charentes (Poitiers, DRAAF/SRAL Poitou-Charentes)
- Audits CMAI 2013 - Audit sur la mise en place des inspections « paquet hygiène » dans le domaine de la production primaire végétale conduit en région Picardie (Amiens, DRAAF/SRAL Picardie)
- Audits CMAI 2013 - Audits sur la mise en place des inspections Paquet hygiène dans le domaine de la production primaire végétale - Coordination

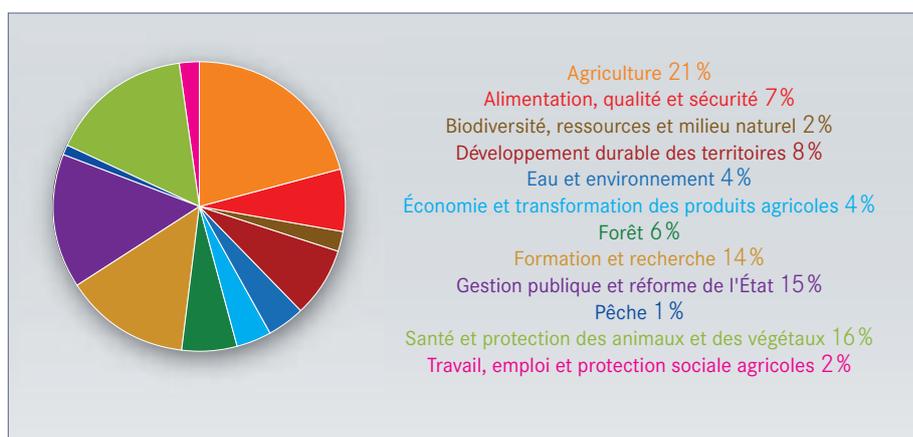
Les missions temporaires

Sur les 107 missions temporaires pour lesquelles le Conseil général a été sollicité, 41 ont été demandées directement par le Ministre en charge de l'agriculture, 28 par les directions générales du MAAF, 12 par auto-saisine du CGAAER, 12 par d'autres ministres, 10 par des organisations internationales et 2 par d'autres commanditaires. 24 de ces missions ont été réalisées conjointement avec un autre organisme d'inspection.

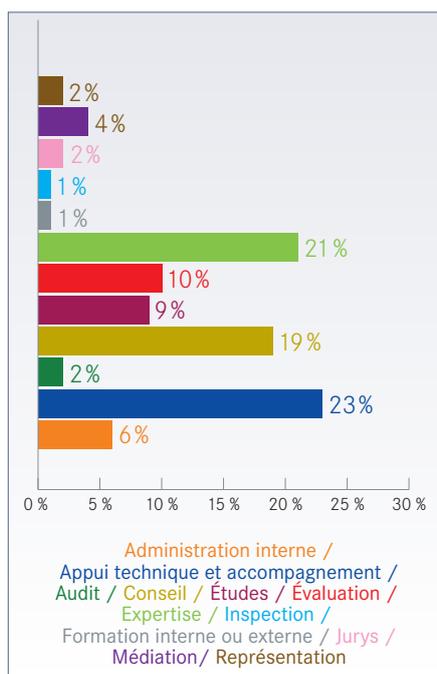
Nombre de missions en cours au 1 ^{er} janvier 2013	168
Nombre de missions nouvelles en 2013	107
Nombre total de missions temporaires actives en 2013	275

Domaine	Nb de missions
Agriculture	59
Alimentation, qualité et sécurité	18
Biodiversité, ressources et milieu naturel	5
Développement durable des territoires	22
Eau et environnement	10
Économie et transformation des produits agricoles	12
Forêt	17
Formation et recherche	38
Gestion publique et réforme de l'État	41
Pêche	4
Santé et protection des animaux et des végétaux	44
Travail, emploi et protection sociale agricoles	5

RÉPARTITION DES MISSIONS TEMPORAIRES PAR DOMAINE



NOMBRE DE MISSIONS NOUVELLES EN 2013 VENTILÉES PAR MÉTIER



Métier	Nb de Missions
Administration interne	6
Appui technique et accompagnement	25
Audit	2
Conseil	21
Études	10
Évaluation	11
Expertise	22
Formation interne ou externe	1
Inspection	1
Jurys	2
Médiation	4
Représentation	2

Liste des missions nouvelles en 2013 ne faisant pas l'objet de rapport du conseil général

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13067	Cellule de veille dans le secteur du lait	National	Médiation
13084	Préparation de l'atelier agro-écologie de la Global conférence début juin 2013 à l'UNESCO à Paris et participation intervention à cet événement	International	Représentation
13136	Assistance à la maîtrise d'ouvrage auprès de la DGPAAT pour l'application Calamnat	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13061	Appui à M. Jean-Yves Caullet, député, chargé par le Premier ministre d'une mission de réflexion sur l'avenir de la forêt française et de la filière bois.	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13088	Appui auprès du Préfet de Lorraine pour la préparation d'un contrat État-Lorraine 2014-2016	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13108	Mission de préparation du diagnostic de l'enseignement agricole en Algérie dans le cadre de la convention cadre de coopération entre la DFRV du MADR et la DGER du MAAF	International	Conseil

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13100	Jumelage sur les indications géographiques en Algérie. Préparation du dossier de candidature	International	Appui technique et accompagnement
13117	Participation au programme communautaire BTSF (Better Training for Safer Food) World - Lot 6 - Animal health and welfare in Asia and the Pacific	International	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13070	Expert pour le centre de gestion de crise de l'OIE/FAO en santé animale	International	Expertise
13098	Médiation entre les acteurs du dispositif de solidarité des producteurs de fruits	National	Médiation

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13023	Appui à M. Philippe Martin, député du Gers, chargé d'une mission sur la gestion quantitative de l'eau	National	Appui technique et accompagnement
13087	Présidence du jury du concours André LE NOTRE organisé par VALHOR sur le thème du paysage	National	Jurys

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13027	Groupe projet « Évolution du système d'information du CGAAER »	National	Administration interne
13125	Réalisation du rapport d'activité 2013 du CGAAER et mise en forme du programme de travail pour 2014	National	Administration interne

LES MISSIONS

AUTRES MISSIONS AUXQUELLES LE CGAAER A APPORTÉ SON APPUI

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13103	Présidence du jury de l'appel à projets CASDAR mobilisation collective pour l'agro-écologie et cellule d'appui	National	Jurys

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13078	Appui à la mission d'évaluation sur la vie étudiante en ce qui concerne les améliorations qui doivent être apportées à la restauration collective et à la qualité alimentaire	National	Conseil
13107	Appui à la mission confiée à Monsieur Bernard Saint-Girons, Président du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Université Paris-Est, sur une meilleure valorisation du campus de l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort (ENVA).	National	Appui technique et accompagnement

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13016	Contribution aux discussions et travaux à conduire sur la modernisation du réseau de laboratoires départementaux d'analyses (LDA)	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13047	Jumelage sur l'utilisation des phytosanitaires en Serbie	Européen	Appui technique et accompagnement

Liste des missions nouvelles débutées en 2013 pour un rapport ultérieur

DANS LE DOMAINE DE L'AGRICULTURE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13046	Accompagnement de la filière viande caprine pour la mise en place d'une interprofession	National	Appui technique et accompagnement
13060	La filière d'élevage en Martinique	Outremer	Conseil
13114	Suivi du plan pour l'avenir de la filière avicole (volaille de chair)	Européen	Appui technique et accompagnement
13119	Présidence de l'instance de suivi de l'évaluation des aides à la filière sucre des DOM	Outremer	Appui technique et accompagnement
13126	Jumelage avec l'Algérie : Renforcement du dispositif de reconnaissance de la qualité des produits agricoles par les signes distinctifs liés à l'origine (IGAO)	International	Appui technique et accompagnement
13133	Task force Bretagne	National	Appui technique et accompagnement
13134	Mission d'expertise sur le devenir du Centre d'application en productions animales de Champignelles (Yonne)	National	Expertise
13135	Le vautour fauve dans le cadre des activités d'élevage	National	Expertise

DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13089	Préparation du programme opérationnel relatif au fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) 2014-2020	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DE LA FORÊT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13035	Présidence des travaux d'étude de l'OMM sur les métiers de la forêt	National	Études
13104	Coordination de la mise en œuvre du règlement bois de l'union européenne	National	Appui technique et accompagnement
13118	Mission sur la mise en place d'une structure de consultation sur les priorités d'actions export pour la filière forêt bois et sur l'application de la réglementation relative à la certification phytosanitaire à l'exportation des produits forestiers, du bois	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13029	Appui au renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles à mettre en œuvre par la Turquie pour le programme IPARD	International	Expertise
13049	Les redevances d'occupation du domaine public maritime naturel	National	Conseil
13069	Projet de jumelage long en Ukraine sur le foncier agricole - chef de projet	Européen	Appui technique et accompagnement
13102	Évaluation de la mise en œuvre du plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin	National	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13028	Mission de réflexion sur les orientations et l'organisation de l'enseignement supérieur agronomique	National	Conseil
13059	Évaluation de la politique de développement agricole	National	Évaluation
13132	Évaluation du dispositif de délivrance du certificat individuel phytopharmaceutique (certiphyto)	National	Évaluation
13138	Groupe de travail FCPR et Spécialistes	National	Formation interne ou externe
13141	Modalités d'application du nouveau régime juridique des décisions administratives individuelles implicites dans le domaine de l'enseignement agricole	National	Conseil

DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA PROTECTION SOCIALE AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13130	Mission d'expertise sur l'amélioration des procédures de recouvrement des créances de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) de la région Corse.	National	Expertise

DANS LE DOMAINE DE L'ALIMENTATION, DE LA QUALITÉ ET DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13121	Évaluation des politiques sanitaires : mission sur la sécurité sanitaire des aliments (cycle 2013 des évaluations dans le cadre du CIMAP)	National	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DES ANIMAUX ET DES VÉGÉTAUX

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13040	Jumelage avec la Serbie portant sur la sécurité sanitaire des aliments et la gestion des sous-produits animaux	Européen	Appui technique et accompagnement
13041	Gestion spatiale et temporelle du déploiement des variétés végétales portant des caractéristiques de durabilité des tolérances/résistances aux bio-agresseurs	National	Conseil
13043	La situation actuelle de la tuberculose bovine au regard du passé : ce qui a changé et ce qui demeure	National	Appui technique et accompagnement
13072	Définition des axes d'actions de l'Association pour la certification des maladies animales (ACERSA) dans le nouveau dispositif de santé animale	National	Appui technique et accompagnement
13081	Évaluation du service universel de la distribution et de la mise en place de la semence de ruminants	National	Évaluation
13082	Dispositif général relatif au contrôle des animaux de compagnie et des colis personnels en provenance des pays tiers à l'Union européenne	National	Expertise
13092	Mission d'expertise relative à la santé animale au Laos	International	Expertise
13093	Encadrement administratif de la génétique des carnivores domestiques	National	Expertise
13097	Étude des leviers qui permettraient d'évaluer et d'améliorer les démarches de réduction d'usage des pesticides engagées dans les zones non agricoles (ZNA) dans le cadre de l'axe 7 du Plan Ecophyto 2018	National	Expertise
13140	Audit du dispositif de traçabilité des mouvements de petits-ruminants - suites de la mission n°12128 Évaluation du dispositif d'identification électronique des petits-ruminants et de son impact en 2013	National	Audit

LES MISSIONS

DANS LE DOMAINE DE L'EAU ET ENVIRONNEMENT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13017	Protection des captages	National	Conseil
13106	Appui à la mission d'évaluation des polices de l'environnement	National	Évaluation

DANS LE DOMAINE DE LA BIODIVERSITÉ, DES RESSOURCES ET DU MILIEU NATUREL

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13021	Étude de faisabilité du Projet agriculture et changement climatique en Méditerranée sur financement du Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)	International	Études
13095	Audit du Parc national de Port Cros	National	Audit

DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA TRANSFORMATION DES PRODUITS AGRICOLES

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13127	Projet AFD : programme d'appui aux IAA en Turquie.	International	Expertise
13129	Groupes de travail pour la réflexion stratégique sur l'avenir des filières agricoles	National	Études

DANS LE DOMAINE DE LA GESTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Numéro	Libellé	Niveau	Métier
13034	Présidence des travaux d'étude de l'OMM sur la délégation de service public et le contrôle de second niveau	National	Études
13044	Appui pour une étude de parangonnage sur la mobilité structurelle obligatoire	National	Études
13048	Élaboration du document d'expression fonctionnelle du besoin dans le cadre du système d'information du CGAAER	National	Administration interne
13068	Analyse comparative sur les missions, les commanditaires et les compétences avec d'autres inspections générales ou conseils généraux	National	Études
13080	Étude des interactions et de la coordination entre les services ministériels de l'agriculture et l'expertise en analyse socio-économique et en évaluation des politiques publiques dans quelques pays européens	National	Études
13105	Appui à la rédaction du cahier des charges relatif au transfert au syndicat intercommunal du canal des alpines septentrionales (SICAS) des ouvrages qui lui sont concédés par l'État (suite de la mission 11108)	National	Médiation
13120	Appui pour un étude de préfiguration de la Commission d'orientation et de suivi de l'expertise (COSE)	National	Appui technique et accompagnement
13143	Groupes de travail pour l'élaboration du plan opérationnel du projet stratégique du CGAAER. Groupe de travail A : axe stratégique n°1 « affirmer notre positionnement et nos missions » et axe stratégique n°2 « être pleinement force de proposition et valoriser nos travaux »	National	Administration interne
13144	Groupes de travail pour l'élaboration du plan opérationnel du projet stratégique du CGAAER. Groupe de travail B : axe stratégique n°3 « développer la dynamique collective » et axe stratégique n°4 « renforcer nos capacités d'action »	National	Administration interne

Les missions de jurys

À l'instar de l'Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN) et de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAENR), des membres du CGAAER assurent la présidence de divers jurys d'examen et concours pour asseoir l'autorité académique du MAAF, entre autres pour les diplômes de l'enseignement supérieur privé et pour les jurys nationaux du BTS.

En 2013, le Conseil général a assuré :

- 129 présidences d'entrée ou de sortie d'écoles d'ingénieurs et d'inspecteurs de la santé publique vétérinaire,
- 16 présidences de jury BTS,
- 63 présidences de jury de recrutement pour l'encadrement et les corps d'enseignants de l'enseignement technique, et présidences ou participations à des jurys d'autres recrutements dans la fonction publique d'État.

Soit un total de 108 présidences de jurys, ayant mobilisé la participation de 27 membres pour un total de 144 participations comme président ou membre des jurys listés dans le tableau ci-dessous.

N° Mission	Libellé
13001	Jurys BTS 2013
	Productions animales
	Technologies végétales
	Analyse et conduite des systèmes d'exploitation
	Technico-commercial
	Productions horticoles
	Aménagements paysagers
	Génie des équipements agricoles
	Gestion forestière
	Viticulture - œnologie
	Gestion et protection de la nature
	Gestion et maîtrise de l'eau
	ANABIOTEC
	Science et technologies des aliments
	Aquaculture - session 2013
	Service en espace rural
Développement agricole des régions chaudes	
13002	Jurys CAPESA 2013
	Présidence du concours réservé CAPESA Sciences économiques et sociales et gestion - A Gestion de l'entreprise - Session 2013
	Présidence du concours réservé CAPESA Sciences économiques et sociales et gestion - C Gestion de l'environnement - Session 2013
	Présidence du concours réservé CAPESA section langues vivantes (anglais, allemand, espagnol)
	Présidence du concours réservé CAPESA section langues vivantes spécialité PCEA histoire-géographie
	Présidence du concours réservé spécialité PCEA lettres modernes
	Présidence du concours réservé CAPESA spécialité physique-chimie
	Présidence du jury CAPESA Biologie - Écologie - Session 2013
	Concours de dépréciation PCEA section STAEAH (Sciences et Techniques des Agroéquipements et des Équipements des Aménagements Hydrauliques) Option Équipements des Aménagements Hydrauliques - Session 2013
	Présidence du concours réservé CAPESA - Documentation
Présidence du concours réservé PCEA -section mathématiques	
13003	Jurys CAPETA 2013
	Présidence du concours réservé CAPESA spécialité CAPETA 2013 - Technologies de l'information et multimédia
	Présidence du jury externe CAPETA 2013 - Sciences et techniques agronomiques : A productions animales
	Présidence du jury externe CAPETA 2013 - Sciences et techniques agronomiques : B productions végétales
	Présidence du concours réservé CAPETA 2013 - Génie des procédés des industries agricoles et agroalimentaires: B Génie alimentaire
	Présidence du concours externe CAPETA 2013 - Génie des procédés des industries agricoles et agroalimentaires: B Génie alimentaire
	Présidence du jury du concours externe CAPETA 2013 - Biochimie, microbiologie, biotechnologie
	Présidence du jury du concours réservé CAPETA 2013 - Biochimie, microbiologie, biotechnologie
	Présidence du jury du concours réservé CAPETA 2013 - Sciences et techniques des aménagements de l'espace : B aménagements paysagers
	Présidence du jury du concours réservé CAPETA 2013 - Sciences et technologies des agroéquipements et des aménagements hydrauliques : option équipement des aménagements hydrauliques

LES MISSIONS

N° Mission	Libellé
13004	Jurys PLPA 2013
	Présidence du jury du concours externe PLPA 2013 - Éducation socioculturelle
	Présidence du jury du concours réservé PLPA 2013 - Éducation socioculturelle
	Présidence du jury du concours réservé PLPA 2013 - Productions spécialisées - A aquaculture
	Présidence du jury du concours réservé PLPA 2013 - Productions spécialisées - B animalerie
	Jury PLPA 2013 - Sciences et technologies des agroéquipements et des équipements d'aménagements hydrauliques : A : Agro-équipement
	Présidence du concours réservé spécialité PLPA lettres-histoire
	Présidence du concours réservé spécialité PLPA lettres-anglais
	Présidence du concours réservé spécialité PLPA lettres-espagnol
	Présidence du concours réservé spécialité PLPA mathématiques-physique chimie
	Présidence du concours réservé PLPA -section Chef de travaux-Option B Productions animales
	Présidence du concours réservé spécialité PLPA 2013 - Ingénierie de Formation Professionnelle
	Présidence du concours réservé PLPA section Productions spécialisées Option C - Hippologie
	Concours de déprécarisation PLPA section STAEAH (Sciences et techniques des agroéquipements et des équipements des aménagements hydrauliques): Option Agroéquipements - Session 2013
	Présidence du concours réservé des corps PLPA et PCEA de la section Sciences Économiques et Sociale et Gestion
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques agronomiques Option B - Productions végétales - Session 2013
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques agronomiques - Option C - Productions horticoles
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques de la vigne et du vin - Session 2013
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques des aménagements de l'espace - Option A : Aménagement paysager - Session 2013
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques des aménagements de l'espace - Option B : Aménagement forestier - Session 2013
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques des aménagements de l'espace - Option C : Gestion et aménagement des espaces naturels - Session 2013
	Présidence du concours réservé PLPA section Sciences et techniques agronomiques Option A - Productions animales - Session 2013
	Présidence du concours réservé PLPA section technologie informatique et multimédia
	Présidence du concours réservé PLPA spécialité Productions spécialisées - Option Aquaculture - Session 2013
13005	Jury chefs de travaux
	Jury chefs de travaux 2013 - A exploitation agricole productions végétales dominantes
	Jury chefs de travaux 2013 - B exploitations agricoles productions animales dominantes
13006	Jury conseillers principaux d'éducation (CPE) 2013
	Présidence du concours réservé Conseiller principal d'éducation (CPE)
13007	Autres examens professionnels
	Examen de qualification professionnelle des PCEA
	Examen de qualification professionnelle des PLPA
	Examen de qualification professionnelle des 4 ^{ème} et 2 ^{ème} catégories de l'enseignement privé
	Examen de qualification professionnelle pour les maisons familiales rurales
	Examen professionnel des techniciens de laboratoire (accès à la classe supérieure)
13008	Jurys de recrutement des personnels de direction 2013 (éducation nationale)
	Concours de recrutement des personnels de direction 2013 (Éducation nationale) : entretiens de sélection pour l'accès au corps de proviseur de l'Éducation nationale
	Concours de recrutement de personnels de direction de 1 ^{ère} classe (Éducation nationale)
13009	Jury Liste d'aptitude aux fonctions de direction 2013 (enseignement agricole)
	Jurys Directeurs d'EPLEFPA : commission plénière de sélection des dossiers - membres
	Jurys Directeurs d'EPLEFPA : corrections des épreuves écrites et épreuves orales - examinateurs
	Directeurs de CFA et CFPPA : Entretiens
	Présidence de la commission de sélection des directeurs d'exploitation ou d'atelier technologique
13010	Commissions de recrutement des inspecteurs de l'enseignement agricole 2013
	Coopération internationale
	Éducation socioculturelle
	Compétence générale - Vie scolaire
	Mathématiques
	Formation professionnelle continue et apprentissage

N° Mission	Libellé
13011	Jurys des écoles supérieures d'agriculture privées 2013
	ESA ANGERS
	LASALLE BEAUVAIS
	ISA LILLE
	ESA PURPAN
	ISARA LYON
	ESITPA MONT St-AIGNAN
	ESB NANTES (suppléant)
13012	Concours hors DGER 2013
	Concours de recrutement externe des IAE
	Concours sur titres IAE forestier
	Concours interne des IAE
	Comité de sélection de la liste d'aptitude IPEF
	Concours interne d'entrée dans le corps des IPEF
	Épreuves orales d'entrée dans le corps des IPEF pour les candidats ENS
	Épreuves orales d'entrée dans le corps des IPEF pour les candidats AgroParisTech, ENSA et ENV et autres écoles
	Admissibilité externe des élèves fonctionnaires dans le corps des IPEF : rédaction et correction des épreuves écrites du concours interne des IPEF
	Concours externe d'ingénieur d'études statut formation recherche
	Concours interne Technicien Formation Recherche
	Concours interne d'ingénieur d'études statut formation recherche
	Concours interne d'assistants d'ingénieur d'études statut formation recherche
	Concours interne et externe d'ingénieurs de recherche
	Présidence des jurys des concours externes, internes et des examens professionnels pour le recrutement dans les deux premiers grades du nouveau corps des techniciens du ministère de l'agriculture et de l'agroalimentaire (TSMA1 et TSMA2)
	Président et membres du jury de concours de la banque d'épreuves G2E
	Concours de recrutement des inspecteurs de santé publique vétérinaire
	Contrôle des connaissances en vue d'exercer la médecine et la chirurgie pour les titulaires d'un diplôme en provenance d'un pays tiers
	Concours d'entrée ENGEES épreuve TIPE
	Présidence de la commission de recrutement des techniciens supérieurs des services par la voie contractuelle
	Concours réservé secrétaires administratifs

Les missions de représentation

Dans un autre registre, les membres du Conseil général assurent également des missions de représentation extérieure à titre de représentants de l'État, du Ministre ou intuitu personæ, dans diverses structures : comités, observatoires et commissions de ministères, établissements publics (enseignement supérieur et recherche, notamment), instituts techniques, pôles de compétitivité, interprofessions et collectivités locales... Ils y exercent des fonctions d'administrateur, d'observateur ou d'expert.

Glossaire des sigles

AFD : Agence française de développement

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

AMM : Autorisation de mise sur le marché

ANSES : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

AOP : Association d'organisations de producteurs

CFA : Centre de formation d'apprentis

CFPPA : Centre de formation professionnelle et de promotion agricole

CGAAER : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

CGARM : Conseil général de l'armement

CGEDD : Conseil général de l'environnement et du développement durable

CGEJET : Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies

CIHEAM : Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes

DATAR : Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale

DCE : Directive-cadre sur l'eau

DDCSPP : Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations

DDPP : Direction départementale de la protection des populations

DDT : Direction départementale des territoires

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer

DGAL : Direction générale de l'alimentation

DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

DGCIS : Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services

DGPAAT : Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires

DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

EARL : Exploitation agricole à responsabilité limitée

EPLFPA : Établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles

ERU : Directive eaux urbaines résiduaires

GIEE : Groupement d'intérêt économique et environnemental

ICPE : Installation classée pour la protection de l'environnement

IEA : ingénieur de l'agriculture et de l'environnement

IGA : Inspection générale de l'administration

IGAENR : Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche

IGF : Inspection générale des finances

INRA : Institut national de la recherche agronomique

IPEF : ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts

IRSTEA : Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

ONG : Organisation non gouvernementale

OP : Organisation de producteurs

PCB : polychlorobiphényle

RGPP : révision générale des politiques publiques

SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

SGG : Secrétariat général du Gouvernement

SGMAP : Secrétariat général à la modernisation de l'action publique

TGAP : taxe générale sur les activités polluantes

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la Culture)



F BL 896 06

CARTON ALUMINUM
1000

AF AGR
Tel: +39 045 808 20000 - CA. Trento



ROFER AG

AGRICULTURES
PRODUISONS
AUTREMENT

CGAAER - 251, rue de Vaugirard - 75732 Paris cedex 15

Tél. : 33(0)1 49 55 56 68 / Fax : 33(0)1 49 55 80 70 / cgaer.diffusion@agriculture.gouv.fr

ISSN : 2103 - 4079

Crédit photos : photothèque/min.agri.fr – Thinkstock.fr

www.agriculture.gouv.fr www.alimentation.gouv.fr



CGAAER
CONSEIL GÉNÉRAL
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DES ESPACES RURAUX
